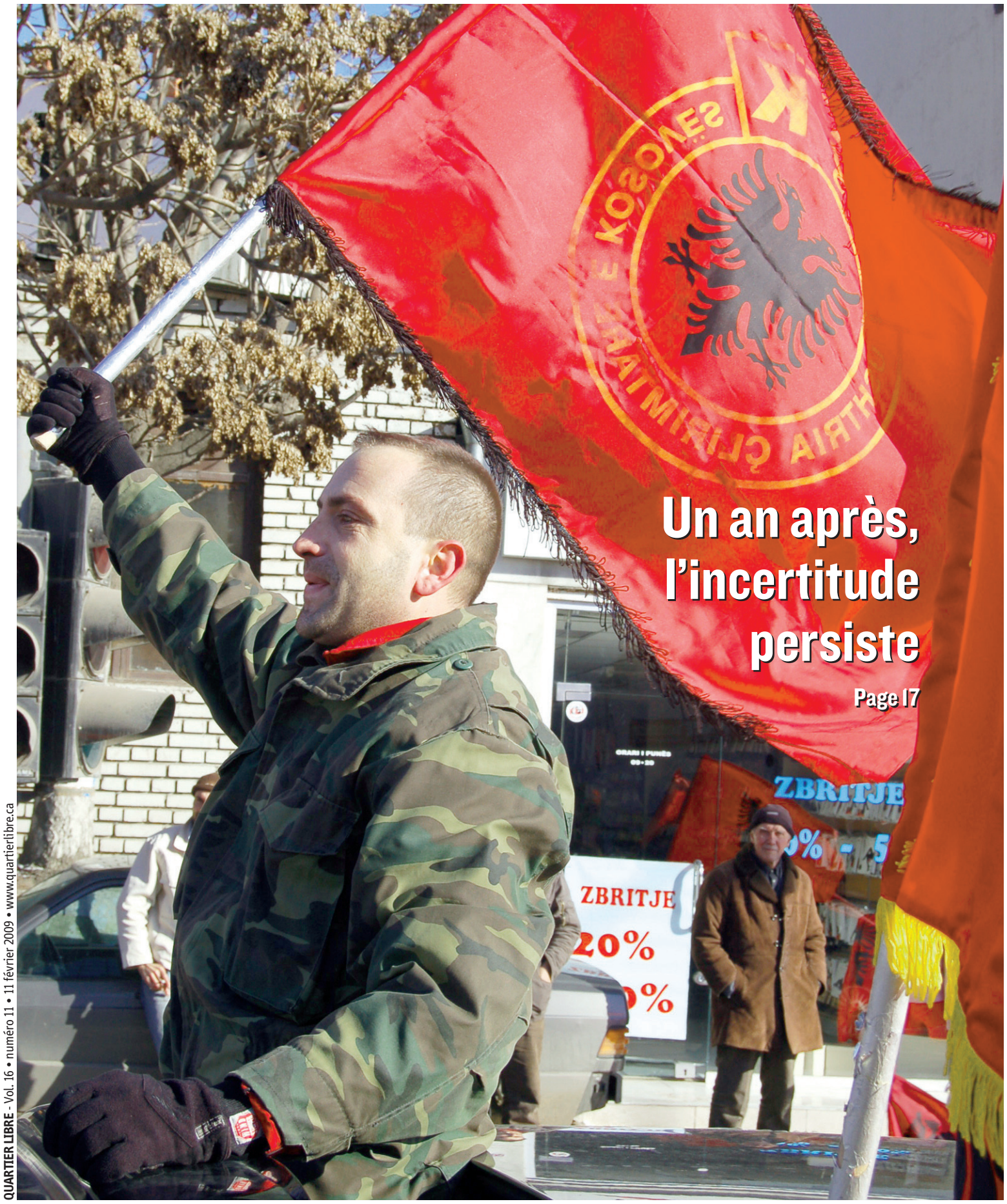
_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 1

Quartier Libre

LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

KOSOVO INDÉPENDANT ?



Un an après, l'incertitude persiste

Page 17

CAMPUS

Spécial sport
Entretien avec Stéphane Quintal

Page 7

SOCIÉTÉ

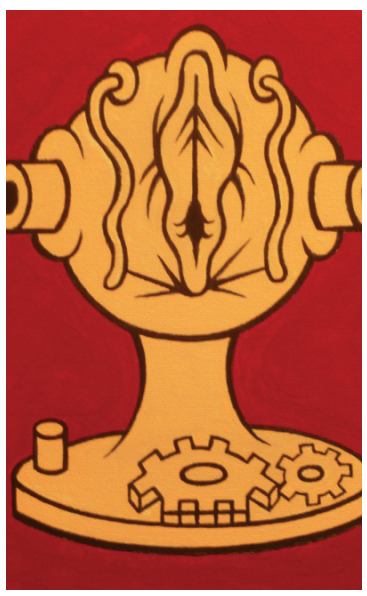
Joe la Pompe
Quand publicité rime avec copier-coller

Page 13

CULTURE

Exposition
Mécanique charnelle

Page 23



QUARTIER LIBRE - Vol. 16 • numéro 11 • 11 février 2009 • www.quartierlibre.ca

_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 2

COURRIER DES LECTEURS :

Réagissez aux articles !

Laissez libre cours à votre plume et envoyez un court texte de 3 000 caractères ou moins et nous nous ferons un plaisir de vous publier.
Écrivez à : info @quartierlibre.ca

CONSULTATION PUBLIQUE

PROJET DE RÉAFFECTATION DU BÂTIMENT
DU 1420 BOUL. MONT-ROYAL

SÉANCE D'INFORMATION
16 février 2009, 19 h

SÉANCE D'AUDITION DES OPINIONS
9 mars 2009, 19 h

Lieu : Centre communautaire intergénérationnel,
situé au 999 av. Mc Eachran
Métro Outremont

Renseignements : 514 872-8510
www.ocpm.qc.ca

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

ocpm.qc.ca

À LA UNE

Le Kosovo s'apprête à fêter sa première année d'indépendance, déclarée unilatéralement le 17 février 2008. Toutefois, plusieurs pays n'ont toujours pas reconnu l'autonomie de la province. En proie à des désaccords avec la Serbie, le Kosovo est aujourd'hui protégé et géré par un nombre impressionnant d'organisations internationales, qui ont envahi son territoire. Mais la Serbie ne lâche pas prise pour autant. État de la situation, un an après. À lire en page 17.

PHOTO DE LA UNE : A TASTE OF KOSOVA

SOMMAIRE

CAMPUS

FAÉCUM et CEPSUM : un sport de contact .... p. 6
La foi du Canadien ..... p. 7
Rencontre avec Stéphane Quintal ..... p. 7
Tête chercheuse : Richard Boyer ..... p. 8
Revue de presse universitaire ..... p. 8
Le café des résidences à sec ..... p. 9
Pierre Falardeau s'attaque à McGill ..... p. 9
Trop d'étudiants, trop peu de professeurs ... p. 10

Le FAVE et l'argent du FAVE ..... p. 11
Brèves sportives ..... p. 11
FAÉCUM : premières candidatures ..... p. 12

SOCIÉTÉ

Touche pas à ma pub ! ..... p. 13
Le vent dans les voiles ..... p. 15
Amir Khadir : seul dans l'arène ..... p. 16

MONDE

Kosovo : un an d'indépendance ..... p. 17
Les Khmers rouges rendent des comptes .. p. 18
Gauche devant ! ..... p. 19
Brèves internationales ..... p. 19

CULTURE

Exposition : globe vulvaire ..... p. 23
Création : le robot incohérent ..... p. 23
Mode : fouille vestimentaire ..... p. 24
Podcast : Punk garage ..... p. 25

Chronique littéraire :
des livres pour les pauvres ..... p. 25
Chroniques CD : Malajube et
United Steel Workers of Montreal ..... p. 26

Quartier Libre

RÉDACTEUR EN CHEF
Marc-André Labonté - redac@quartierlibre.ca

CHEFS DE PUPITRE
Campus : Mélanie Marquis
campus@quartierlibre.ca
Société/Monde : Aryanne Besner Quintal
societemonde@quartierlibre.ca
Culture : Constance Tabary
culture@quartierlibre.ca

ILLUSTRATEURS
Vincent Giard, Evlyn Moreau

BÉDÉISTES
Vincent Giard, Jean Frédéric Koné, Maxime Roy, Zviane

PHOTOGRAPHES
Étienne Lepercq

JOURNALISTES
Olivier Boisvert-Magnen, Sophie-Claudine Desroches, Camille Gaïor, Jean-Simon Guay, Bérengère Guy, Céline Fabries, Maude L'Archevêque, Charles Lecavalier, Marie-Claire Major, Stéphanie Martel, Samuel Mercier, Hugo Prévost, Francis Pouliot, Sophie Renauldon, Hubert Rioux, Stéphanie Rousseau, Maryse Tessier, Stéphane Waffo

CORRECTEURS
Loïc Haméon, Annabelle Moreau, Vincent Riendeau

INFOGRAPHIE
Alexandre Vanasse • info@zirval.com

PUBLICITÉ
Accès-Média (514-524-1182)
www.accesmedia.com
7/24 Marketing (1-866-MARK724)
ctb@724marketing.ca

DIRECTEUR GÉNÉRAL
Guillaume Deschênes
directeur@quartierlibre.ca

ADJOINT COMPTABLE
Michael Nguyen Le

IMPRESSION & DISTRIBUTION
Payette & Simms

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : 514-343-7630
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site Web : www.quartierlibre.ca

Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Son tirage est de 7 000 copies.

Nos bureaux sont situés au :
3200, rue Jean-Brillant (Local B-1274-6)
C.P. 6128, succ. Centre-Ville,
Montréal (Québec) H3T 1N8

Quartier Libre est membre de la Presse universitaire canadienne (PUC/CUP)

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1198-9416

Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE PARUTION
25 février
PROCHAINE TOMBÉE
17 février

_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 3

ÉDITO

GÉNÉRATION ENCHANTÉE

Marc-André LABONTÉ

S'il y en a qui doivent se péter les bretelles au Québec ces temps-ci, ce sont certainement les adolescents. D'après le dossier en une du dernier numéro de *L'Actualité*, les adolescents seraient infantilisés, victimes de trop de restrictions et plus futés que les adultes. Un constat intéressant : l'adolescence serait un concept apparu en Occident au cours du dernier siècle, un concept encore inconnu d'une centaine de cultures à travers le monde. La solution ? Abolir l'adolescence et favoriser le passage des jeunes au monde des adultes pour les sortir d'une culture infantilisante.

Que dire de toutes ces affirmations ? A priori, le sujet semble anodin, inoffensif. Mais, à bien y penser, dire que l'adolescence est construite de toutes pièces et que les jeunes de 13 à 17 ans devraient être davantage considérés comme des adultes, c'est un peu déplacé. Les adolescents ne se rebellent pas contre leurs parents et contre la société simplement parce qu'on leur impose trop de restrictions. C'est un argument fallacieux. La génération en question, les enfants-rois, enfants qui tolèrent difficilement un « non », enfants avec qui les parents n'ont pas voulu être trop sévères, aurait peut-être eu besoin d'un cadre familial plus strict. Après tout, un bon nombre de théories de la psychologie de l'enfance suggèrent que des règles claires et bien appliquées sécurisent les enfants et solidifient leurs valeurs en bas âge. *L'Actualité* s'attarde à la surface du problème et oublie de plonger en profondeur, de remettre en question l'importance de l'éducation familiale. Nébuleux débat.

Certains ados sont compétents et matures : d'accord, rien de plus vrai. Mais mettre tous les jeunes de 13 à 17 ans dans le même bateau et formuler des généralités boiteuses, ça frôle la démagogie. Si un ado quitte le nid familial à 17 ans pour aller vivre, seul, en appartement, il devra faire face à un tout autre lot de responsabilités (ménage, nourriture, factures, colocation). Son bagage et sa maturité risquent dès lors de différer grandement de ceux d'un ado du même âge, qui fréquente le même cégep, mais qui se fait encore préparer son lunch par sa mère et qui dort dans sa chambre d'enfant. Citer une jeune fille de 16 ans qui déplore le fait que les adultes ne la prennent pas au sérieux quand elle dit qu'elle passera sa vie avec son « chum », quel bel exemple de ce manque d'expérience, de cette innocence qui peut caractériser l'enfance.

Les gens changent avec le temps, à force de vivre de nouvelles histoires, de nouvelles rencontres. Les mentalités, aussi, bifurquent drastiquement. Une amie, Jolianne*, me faisait remarquer à quel point sa façon d'aborder la vie s'était transformée suite à un simple évènement. À l'aube de ses 20 ans, Jolianne vivait avec Richard* dans un grand condo sur la Rive-Sud. En couple depuis déjà plusieurs années, elle affirmait à qui voulait bien l'entendre qu'elle ne désirait pas d'enfants, tout comme son conjoint, et qu'elle et Richard avaient tout ce qu'ils voulaient. À cette époque, jamais Jolianne n'aurait pensé mettre la hache dans sa relation. Elle croyait qu'elle allait rester avec Richard toute sa vie. Pourtant, de la manière la plus naturelle qui soit, les liens qui les unissaient, de plus en plus monotones, se sont étirés, puis coupés. D'abord terrorisée par cette liberté envahissante, devant composer avec des moyens réduits, Jolianne s'est progressivement découverte. Elle a cessé de dire non à la famille et à tant d'autres choses auxquelles elle se restreignait par automatisme. Aujourd'hui, Jolianne respire le bonheur, en accord avec elle-même. Elle s'est découvert une passion et s'y consacre avec joie, alors que sa mentalité était tout autre, il y a quelques années seulement.

Voilà pourquoi les généralités fondées sur des classes d'âge m'horripilent. Il faut oublier les catégories et revenir au cas par cas. L'hypothétique abolition de l'adolescence n'adoucirait pas davantage les crises et la révolte des jeunes. Les commerçants n'arrêteraient pas non plus de cibler les jeunes avec des produits et une culture abrutissante, ils trouveraient une astuce. Si la pornographie est devenue un art, la jeunesse adolescente peut très bien rester une culture, quoiqu'on fasse.

* * *

Un petit mot sur la petitesse de la présidence française. Quand Nicolas Sarkozy a remis la légion d'honneur à un Jean Charest dynamique, il a tenu bon de rappeler à quel point il tenait au Canada de Paul Harper… ou est-ce celui de Stephen Desmarais ? Dire que les indépendantistes québécois font preuve de sectarisme, qu'ils définissent l'identité du Québec par « *opposition féroce à l'autre* [Canada] », est grossier. Oubliez le mouvement souverainiste qui se sent floué par ce faux pas.

Le président de l'Hexagone a tout simplement fait preuve d'ignorance envers le peuple québécois. Il devrait se rappeler que, si le Québec existe, c'est grâce à la France et non au Canada. L'époque de Charles de Gaulle est bel et bien révolue.

*Noms fictifs

Erratum

• Une erreur s'est glissée dans le numéro 9 du *Quartier Libre*, paru le 14 janvier 2009. En page 19, dans l'article « Infirmière au combat », le crédit de la photographie aurait dû se lire : « Caporal Jasper Schwartz, Army News, Exercice Maple Guardian 0802, ministère de la Défense nationale ». Dans le jargon militaire, un « exercice » réfère à une simulation visant à préparer des militaires à diverses situations auxquelles ils pourraient être assujettis lors de leur déploiement sur le terrain. Le terme « opération », quant à lui, renvoi à une situation réelle en zone de conflit.

• Quelques erreurs se sont glissées dans l'article « Mercure à la hausse », paru dans le dernier numéro de *Quartier Libre*, le 28 janvier. D'abord, les activités industrielles ne rendent pas le mercure nocif en le transformant en méthylmercure. Il aurait plutôt fallu lire que « le méthylmercure, qui est neurotoxique, est formé naturellement par l'activité des bactéries vivant naturellement au fond des lacs » et que les « les activités industrielles augmentent la quantité de mercure disponible pour ce processus bactérien ». De plus, contrairement à ce qui était indiqué, l'industrie des pâtes et papier n'est pas accusée de générer du mercure par le chercheur Marc Amyot.

COURRIER DES LECTEURS

Un danger pour le système de santé ?

Dans l'article « Trop de talons hauts sous les sarraus ? » du dernier numéro de *Quartier Libre*, le Dr Yves Lamontagne, président du Collège des médecins du Québec, déclare que le taux élevé d'étudiantes en médecine constitue un danger pour notre système de santé. Il suggère que l'on impose la parité hommes-femmes lors des admissions universitaires afin d'avantager les garçons qui, de façon générale, réussissent moins bien que les filles au cégep.

Tout d'abord, nous devons questionner la pertinence d'une discrimination positive à l'égard des garçons. Dans les faits, la discrimination positive doit servir à contrebalancer une discrimination « systématique » ou « structurelle » à l'encontre d'une minorité ou d'un groupe minorisé. Or, aucune discrimination systématique n'existe vis-à-vis des hommes dans leur apprentissage scolaire, bien que plusieurs tentent de nous faire croire le contraire.

Le Dr Lamontagne exprime la crainte que « *certaines spécialités soient délaissées et souffrent de pénurie* », les femmes préférant, selon lui, la médecine familiale ou la psychiatrie à la neurologie ou à la recherche, plus prisées par les hommes. N'y a-t-il pas justement une pénurie de médecins de famille ? Ne serait-il pas plus judicieux de se questionner sur les conditions de travail et autres raisons sociales qui encouragent les femmes à se diriger vers certains domaines et les hommes vers d'autres ?

Le Dr Lamontagne évoque en outre les fameux congés de maternité et les quatre heures hebdomadaires de moins travaillées en moyenne par les femmes médecins. En fait, ces arguments ne sont qu'une preuve que les responsabilités domestiques et familiales incombent encore davantage aux femmes. La réalité est que la profession devra s'adapter à la nouvelle génération de femmes et d'hommes, qui accordent davantage d'importance à la famille qu'à la réussite professionnelle, et qui comprennent de plus en plus que l'égalité des sexes s'applique autant au travail que dans la famille. Les problèmes du système de santé ne se trouvent pas sous les sarraus des médecins, mais dans la structure de ce système qui ne forme pas suffisamment de médecins, les sous-paie, ne reconnait pas assez les acquis des immigrants et impose des conditions de travail trop exigeantes.

Bien entendu, la médecine, une profession traditionnellement masculine, aujourd'hui en pleine transformation, n'a pas été conçue pour accueillir des femmes ayant le désir d'enfanter. Cela justifie-t-il qu'on accepte des étudiants au rendement ou à la motivation moins élevés en se basant seulement sur leur appareil reproductif ? Cela ne démontre-t-il pas plutôt qu'il est temps de repenser la structure même de ce système ?

Le Dr Lamontagne, qui prétend être pour la cause féministe tout en pensant de façon pratique, devrait, question d'être pratique, concentrer son attention sur les véritables problèmes du système de santé. Il faudrait éviter de diriger l'attention publique vers de faux enjeux en remettant en question les acquis durement obtenus par les femmes et en jetant le blâme de nos problèmes sociaux sur la promotion d'une *réelle* égalité des chances entre les sexes.

Campus féministe de l'Université de Montréal

COLLABORATEURS RECHERCHÉS

Vous êtes intéressés à collaborer à votre journal étudiant ?

Prochaine réunion de production le 25 février au local B-1274-6. Aucune expérience requise.

_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 4

AVIS ÉLECTORAL

Postes électifs à combler pour 2008-2009

Chaque année, la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM) renouvelle son bureau exécutif, son conseil d'administration et ses officiers d'assemblée. Le présent document constitue l'avis de motion officiel ainsi que l'avis d'ouverture de la période de mise en candidature afin de pourvoir aux postes électifs au sein de la FAÉCUM pour l'année 2009-2010.

Les postes en élection sont les suivants :

Les neuf (9) postes d'officier du bureau exécutif de la FAÉCUM :
1. Secrétaire général ;
2. Coordonnateur aux affaires universitaires ;
3. Coordonnateur aux finances et services ;
4. Coordonnateur aux affaires externes ;
5. Coordonnateur aux affaires académiques de premier cycle ;
6. Coordonnateur aux affaires académiques de cycles supérieurs ;
7. Coordonnateur à la recherche universitaire ;
8. Coordonnateur à la vie de campus ;
9. Coordonnateur aux affaires associatives.

Les huit (8) postes du conseil d'administration :
10. Trois (3) sont réservés à des étudiants de premier cycle ;
11. Trois (3) sont réservés à des étudiants de cycles supérieurs, et
12. Deux (2) sont ouverts à tous.

Les deux (2) postes d'officier d'assemblée du conseil central de la FAÉCUM :
13. Président du conseil central de la FAÉCUM;
14. Vice-président du conseil central de la FAÉCUM.

Conditions d'éligibilité :
- Être membre de la FAÉCUM;
- Ne pas être employé permanent de la FAÉCUM;
- Pour le poste de coordonnateur aux affaires académiques de premier cycle : être inscrit à un programme de premier cycle;
- Pour le poste de coordonnateur aux affaires académiques de cycles supérieurs : être inscrit à un programme de cycles supérieurs.

Un étudiant désirant se porter candidat à un poste d'officier du bureau exécutif de la FAÉCUM doit, au moment du scrutin :
-Avoir obtenu l'appui de son association étudiante (si celle-ci est membre de la FAÉCUM) ou de trois (3) associations étudiantes membres de la FAÉCUM (si son association étudiante n'est pas membre de la FAÉCUM);
-Avoir visité au moins neuf (9) associations étudiantes membres de la FAÉCUM et obtenir de chacune une lettre de visite;
-Avoir obtenu au moins cinq (5) des neuf (9) lettres de visite provenant d'associations représentant des étudiants de cycles supérieurs pour un étudiant désirant se porter candidat au poste de coordonnateur à la recherche.
Note : Un maximum de deux (2) candidatures provenant d'une même association membre sera retenu pour l'ensemble des postes électifs à combler au sein du bureau exécutif de la FAÉCUM.

Un étudiant désirant se porter candidat à un poste d'administrateur du conseil d'administration de la FAÉCUM doit, au moment du scrutin :
-Avoir obtenu l'appui de son association étudiante (si celle-ci est membre de la FAÉCUM) ou de trois (3) associations étudiantes membres de la FAÉCUM (si son association étudiante n'est pas membre de la FAÉCUM);
-Avoir visité au moins cinq (5) associations étudiantes membres de la FAÉCUM et obtenir de chacune une lettre de visite.
Note : Une seule candidature par association étudiante membre sera retenue pour l'ensemble des postes électifs à combler au sein du conseil d'administration de la FAÉCUM.

Un étudiant désirant se porter candidat à un poste d'officier d'assemblée du conseil central de la FAÉCUM doit se présenter devant le congrès de la FAÉCUM pour défendre sa candidature.

Les candidats doivent transmettre leur dossier de candidature à Nicolas Descroix, coordonnateur aux affaires universitaires, à universitaire@faecum.qc.ca, avant le 7 mars 2009 à 14 h. Ce dossier est constitué d'une lettre de motivation d'un maximum de 300 mots qui sera rendue publique et d'une preuve d'adhésion à la FAÉCUM (preuve de fréquentation scolaire, horaire de cours, facture de frais de scolarité, etc.).

Les élections auront lieu lors de la XXXIIIe séance du congrès annuel de la FAÉCUM, les 27, 28 et 29 mars 2009, à Montréal. Tous les candidats aux postes électifs à combler pour l'année 2009-2010 doivent y être présents; le moment précis du scrutin leur sera communiqué ultérieurement.

Pour de plus amples informations
Consultez le Règlement concernant les élections sur le site Web de la FAÉCUM à www.faecum.qc.ca, ou contactez Nicolas Descroix, coordonnateur aux affaires universitaires, par courriel à universitaire@faecum.qc.ca, ou par téléphone au 514-343-5947.

_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 5

FAÉCUM
www.faecum.qc.ca

Voyages FAÉCUM

Session hiver 2009

Hâtez-vous, places limitées

New York

À la relâche du 27 février au 2 mars 2009 à partir de **229 $***
À Pâques "deux nuits" du 9 au 12 avril 2009 à partir de **219 $***
À Pâques "trois nuits" du 10 au 13 avril 2009 à partir de **349 $***

Miami Beach

À la relâche du 27 février au 8 mars 2009 à partir de **479 $***

Virginia Beach

Fin de session, du 25 au 30 avril 2009 à partir de **315 $***

Informations et inscriptions

multiservices Comptoirs
un service de la FAÉCUM

3200 Jean-Brillant,
local B-1265

Pavillon Roger-Gaudry,
Aile V, local V-114

Pavillon Marie-Victorin,
Hall d'accueil, local B-230

* occupation quadruple

_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 6

Sport d'élite et sport amateur à l'UdeM

DIFFICILE PARTENARIAT

D'ici les prochaines années, de nouvelles disciplines pourraient s'ajouter au programme du sport d'excellence de l'UdeM. Mais avant de voir de nouveaux athlètes à l'œuvre dans l'uniforme des Bleus, la FAÉCUM souhaite avoir son mot à dire. Enquête sur la relation entre le sport d'excellence et le sport amateur sur le campus.

Céline FABRIES
avec la collaboration de Mélanie MARQUIS

Oui au sport d'excellence, mais non à un accès réduit aux installations sportives sur le campus. C'est le message lancé par la FAÉCUM, dans un rapport rendu public en avril 2008, suite à l'annonce de la création d'une nouvelle équipe de hockey féminine. La FAÉCUM souhaite que la place occupée par le sport d'excellence ne porte pas atteinte à celle réservée au sport amateur sur le campus de l'UdeM.

Nicolas Descroix, coordonnateur aux affaires universitaires de la FAÉCUM n'est pas opposé à une contribution financière de la part de ses membres. *« On est pour le fait qu'il y ait de l'argent destiné au sport d'excellence, mais on préfère qu'il vienne de donateurs privés »*, affirme M. Descroix.

La FAÉCUM propose que des sports plus coûteux, comme le golf suivent l'exemple de l'Université McGill, qui a un programme de sport d'excellence, mais aussi des clubs sportifs. Dans ce type de regroupement, les athlètes paientpour avoir accès à un entraîneur de haut niveauet pour défrayerles coûtsparfois élevés de certains tournois. *« Ce serait une avenue à explorer*, souligne Nicolas Descroix. *Un budget de 70 000 $ qui permet à 10 sportifs de participer à un tournoi en Floride, c'est beaucoup. »* La FAÉCUM souhaite également que l'AGEEFEP et elle soient consultées par le Centre d'éducation physique et des sports de l'UdeM (CEPSUM) avant la création de nouvelles équipes.

LA RANÇON DE LA GLOIRE

Dans le rapport d'avril 2008, la FAÉCUM reproche à la direction du CEPSUM d'octroyer de plus en plus d'argent au sport d'excellence. Effectivement : entre 2003 et 2008, la contribution annuelle du CEPSUM au sport d'excellence est passée de 285 016 $ à 687 833 $. L'apport financier versé aux Carabins par le CEPSUM représente 17 % de son budget total, qui est d'environ 12 millions de dollars. Sur ce montant, 3 millions proviennent de la cotisation étudiante. *« Nous ne voulons pas que l'argent des 33 000 étudiants que représente la FAÉCUM serve à 300 athlètes »*, souligne Nicolas Descroix.

Selon les calculs de *Quartier Libre*, un étudiant qui suit 5 cours à l'UdeM verse un montant (obligatoire) d'environ 84 $ par année au CEPSUM. Le CEPSUM alloue 17 % de cette cotisation, soit plus de 14 $, au programme sportif d'excellence des Carabins. Un étudiant qui a quatre cours donne, pour sa part, 67 $ annuellement au CEPSUM. Plus de 11 $ se retrouvent ensuite dans les coffres des Carabins.

L'évocation de ces montants est loin de faire l'unanimité. *« C'est tout simplement scandaleux ! Les priorités ne sont pas à la bonne place, c'est la mission d'enseignement de l'Université qui devrait primer »*, s'indigne Ariane Tessier, étudiante au baccalauréat en études internationales. Mme Tessier s'en prend aussi à la FAÉCUM qui, selon elle, *« devrait se mobiliser pour les étudiants »* au lieu de *« cautionner les hausses de la cotisation des étudiants pour le sport d'excellence »*. Pour sa part, Karim Youness, étudiant en première année aux HEC affirme : *« Le sport d'excellence contribue à la bonne image de l'Université. Nous sommes chanceux de pouvoir bénéficier de telles installations, notre contribution financière est normale et non excessive. »*

VISIONS OPPOSÉES

Manon Simard, directrice des programmes sportifs du CEPSUM, affirme que le centre sportif de l'UdeM est l'un des plus importants au Canada et que ses installations sont ouvertes à tous. Les étudiants représentent, d'après elle, la majorité de sa clientèle.

L'attribution des plateaux sportifs (les gymnases, l'aréna et la piscine, qui est encore fermée) à la clientèle étudiante est un enjeu important aux yeux de la FAÉCUM. La Fédération reproche à la direction du CEPSUM de privilégier les Carabins dans l'attribution des installations sportives. Or, après vérification auprès de la direction du CEPSUM, *Quartier Libre* a appris que l'utilisation du gymnase simple et du gymnase triple par les Carabins ne représente que 10 % de l'horaire total.

UN DÉFICIT ÉPONGÉ

La FAÉCUM a reproché au CEPSUM le déficit affiché par toutes les équipes des Carabins. La direction assure que ce déficit, qui était réel en avril 2008, est comblé maintenant que le CEPSUM a augmenté sa contribution financière, ce que la FAÉCUM corrobore. *« C'est vrai que des erreurs ont été commises. Il n'y avait pas eu d'activités de financement dans le cas de l'équipe de golf »*, avoue Manon Simard. Cependant, elle soutient que cela ne se reproduira plus et que les budgets alloués à chaque sport seront mieux encadrés. Des donateurs privés ont aussi allégé le fardeau financier des Carabins. *« Les performances de nos golfeurs nous ont permis de recevoir une subvention de 75 000 $ sur trois ans. L'aide financière du RCGA, l'Association royale de golf du Canada, couvre largement le déficit »*, déclare Mme Simard.

ILLUSTRATION : VINCENT GIARD

La directrice des programmes sportifs explique que le retour du football a entraîné la création du Club des gouverneurs, qui regroupe plusieurs personnalités du milieu des affaires québécois. Celui-ci verse une aide financière à toutes les équipes des Carabins. La FAÉCUM chiffre la contribution du Club des gouverneurs à 300 000 $ pour l'année 2008-2009.

Enfin, la résurrection de l'équipe de football a permis au CEPSUM de décrocher une importante subvention du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal. Dix millions de dollars ont été investis pour la réfection des installations sportives. La Clinique de médecine du sport du CHUM et de l'UdeM, située à même le CEPSUM, n'aurait pas été créée sans l'existence de l'équipe de football.

CONTRIBUTION SPORTIVE

Les athlètes des Carabins participent aussi à des activités de promotion afin d'amasser des fonds. Par exemple, le soir du Super Bowl, l'équipe de football a organisé une soirée bénéfice. L'argent qu'ils ont récolté en cette occasion permettra de financer le prochain camp d'entraînement. L'équipe de ski, quant à elle, organise une vente de ski et un souper spaghetti.

Mais pour les athlètes, cela ne suffit pas à défrayer tous les coûts inhérents à la pratique de leur sport : *« Je dois payer une cotisation de 575 $ par année pour faire partie des Carabins »*, affirme la capitaine de l'équipe de volleyball, Laetitia Tchoualack.

La FAÉCUM et le CEPSUM défendent chacun leur point de vue sur le sport d'excellence. Par contre, ils s'accordent pour dire que les Carabins sont là pour rester.

Pour plus d'information :
www.quarlibre.ca

Les hauts et les bas des Carabins

1922 : Le premier programme de sport universitaire d'excellence voit le jour à l'UdeM.

1972 : La pression étudiante amène l'UdeM à faire disparaître les Carabins pour rendre le sport accessible à tous les étudiants. Des athlètes en badminton et en ski alpin participent tout de même à des compétitions interuniversitaires, mais sans la reconnaissance de l'UdeM.

1985 : La FAÉCUM signe un protocole d'entente sur le sport d'excellence avec l'UdeM et les équipes de natation sont remises sur pied. Le volleyball masculin et féminin suivent en 1988 et 1989.

1994 : La suspension de l'aide financière de la CODISAE (Comité de direction des services aux étudiants) interrompt des activités du sport d'excellence.

1995 : Une nouvelle entente est signée. Les équipes de natation et de volleyball reprennent leurs activités, mais sans le financement des étudiants.

1997 : Après un référendum mené auprès des étudiants, la FAÉCUM accepte de contribuer au programme d'excellence.

1999 : Les équipes de ski et de badminton deviennent des sports d'excellence et des équipes de tennis et de golf sont créées.

2001 : Les équipes de soccer masculine et féminine voient le jour. Le 30 octobre 2001, l'UdeM annonce le retour de l'équipe de football des Carabins, après 30 ans d'absence.

2009 : Avec la nouvelle équipe de hockey féminin, les Carabins comptent maintenant 16 équipes.

(Céline FABRIES)

_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 7

Cours de théologie sportive

BÉATIFIER LES GLORIEUX

Les Québécois ont trouvé une nouvelle défaite pour causer hockey. Les discussions se sont déplacées de la taverne à une salle de classe de l'UdeM. *Quartier Libre* a assisté à une séance du cours intitulé « La religion du Canadien » qui fait le bonheur des dévots de la Sainte-Flanelle.

Sophie RENAULDON

Depuis le début de la session d'hiver, onze étudiants, quatre filles et sept garçons, suivent le cours « La religion du Canadien ». Au programme : dissertations sur l'aspect religieux de l'équipe sportive la plus populaire du Québec.

Tout au long de la session, les émules du Tricolore analyseront les dogmes, les rites et les symboles qui confèrent un aspect religieux à la Sainte-Flanelle. Et bien que tous soient de fervents partisans des Glorieux, les discussions ne font pas toujours l'unanimité autour de la table. Les étudiants sont issus de divers champs d'études : doctorat en

PHOTO : ALEX FERGUSON

études québécoises, maîtrise en théologie, baccalauréat en histoire, en sociologie, en psychologie ou encore en littérature.

Le cours est dispensé principalement par le professeur Olivier Bauer, théologien, pasteur, ex-gardien de but de l'équipe de hockey de l'Université de Neuchâtelet (Suisse) et co-auteur de *La religion du Canadien*. C'est de ce livre qu'est née l'idée d'offrir ce cours. Mais ce jour-là, dans la petite salle du pavillon Maximilien-Caron, c'est le professeur invité Denis Müller qui fait un exposé. Après une heure de présentation, c'est au tour des élèves de prendre la parole.

AU-DESSUS DE LA MÊLÉE

Les propos des étudiants se démarquent des analyses sportives habituelles. La question centrale du débat : le Canadien est-il une religion ? Cette question constituera également l'objet du travail de session. Pour le professeur Müller, le Canadien de Montréal est une *« quasi-religion »*, car bien que ce sport soit vécu sur un mode religieux, *« dire que c'est une religion serait une exagération »*. Mais pour Justin Margolis, un étudiant de l'Université McGill qui est inscrit au cours, *« le Canadien est une vraie religion parce qu'on peut y croire, c'est une croyance palpable »*.

Lorsque le groupe aborde la question de la violence au hockey, la plupart des étudiants s'accordent pour dire que les batailles font partie du jeu. Par contre, selon Jean Leprohon, étudiant à la maîtrise en théologie, *« la violence entre les joueurs devrait être condamnée »*.

« La religion du Canadien » se donne exclusivement à la session d'hiver 2009. *« Mon idée c'est que ça restera toujours un cours exceptionnel*, explique le professeur Olivier Bauer, *ceux qui y ont assisté pourront dire qu'ils l'ont vécu. »* Mais le théologien voit déjà plus loin. Il aimerait créer une chaire de recherche sur le sport et la religion. *« Évidemment, ce projet serait financé par le Canadien de Montréal et par Nike Bauer »*, plaisante-t-il. Une idée qui devra encore travailler son coup de patin avant de jouer dans la grande ligue.

Entrevue

LES SEPT SACREMENTS DE STÉPHANE QUINTAL

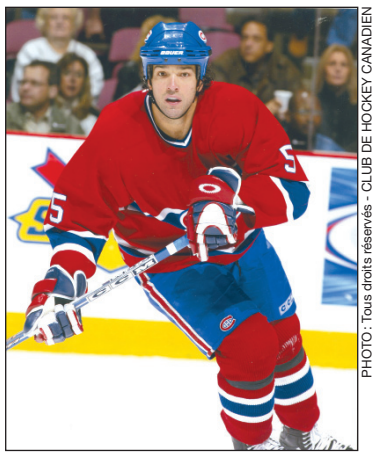


PHOTO : Tous droits réservés – CLUB DE HOCKEY CANADIEN

Nouvellement entraîneur des stars académiciens et président du club athlétique Mansfield, Stéphane Quintal a ouvert les portes de son bureau à *Quartier Libre* malgré un emploi du temps chargé. L'ancien numéro cinq du Canadien a accepté de répondre à un questionnaire inspiré de la tradition catholique.

Mélanie MARQUIS

LE BAPTÊME

C'est ma mère qui m'a initié au hockey ! À trois ans et demi, elle m'a appris à patiner à l'aréna de Boucherville. Mon père ne patinait pas et travaillait beaucoup. À cette époque, nous n'avions pas beaucoup d'argent et il devait travailler à deux endroits. Par contre, je me souviens d'avoir écouté des matchs de hockey le samedi soir avec lui, dans mon pyjama du Canadien.

LA PREMIÈRE COMMUNION

J'ai su que je faisais vraiment partie du Canadien quand Mario Tremblay [entraîneur du Tricolore entre 1995 et 1997] m'a nommé assistant-capitaine. Pour moi, il s'agissait d'un immense honneur, de l'apogée. J'avais toujours regardé les capitaines qui avaient été là avant moi en me disant que mon niveau de jeu ne me permettrait jamais d'aspirer au titre d'assistant-capitaine.

PHOTO : PIERRE CHOINIÈRE

Stéphane Quintal

LE SACREMENT DU PARDON

La pire gaffe de ma carrière ? Quand j'ai signé un contrat avec les Rangers de New York. J'ai pris cette décision sur un coup de tête. Au début de la saison 1998-1999, j'avais demandé à Réjean Houle [à ce moment, directeur général du Canadien] un contrat à long terme. Mais le dossier traînait et je l'ai pris personnel. Lors du Championnat du monde de hockey sur glace en Norvège [1999], d'autres équipes m'ont courtisé. J'ai senti qu'on voulait de moi ailleurs et ça m'a convaincu de quitter le Tricolore. Mais en enfilant le chandail, à la conférence de presse des Rangers, j'ai senti que je n'étais pas à la bonne place. Et c'était l'été, je n'avais même pas commencé à jouer pour eux encore.

LA CONFIRMATION

J'ai toujours voulu jouer dans la Ligue nationale de hockey (LNH). Mais dans ma jeunesse, je ne me démarquais pas particulièrement. Quand les parents disaient : *« Lui, il va aller loin »*, ce n'était pas de moi dont ils parlaient. C'était donc un rêve que je gardais pour moi. À l'âge de 17 ans, lorsque je me suis qualifié pour l'équipe d'étoiles de la Ligue de hockey junior majeur du Québec, j'ai réalisé que j'avais une chance de me rendre jusqu'à la LNH.

LE MARIAGE

Avec qui je dormais, à l'hôtel, quand l'équipe était sur la route ? Avec Vincent Damphousse. Encore aujourd'hui, je le vois assez souvent.

L'ORDINATION

Officiellement, je ne porte pas le titre d'ambassadeur du Canadien de Montréal comme Guy Lafleur, Réjean Houle, Yvan Cournoyer, Jean Béliveau et Henri Richard. Ça ne fait pas nécessairement partie de mes projets de devenir embassadeur mais je continue à m'impliquer dans la communauté aux côtés de l'organisation. Par exemple, dès que la Fondation des Canadiens pour l'enfance me sollicite, je suis toujours prêt.

L'EXTRÊME-ONCTION

Ma carrière de hockeyeur n'est peut-être pas finie… Dans la LNH, je pense bien que oui. Mais j'aimerais jouer en Europe, l'année prochaine. Je voudrais faire vivre cette expérience à ma famille, permettre à mes enfants de vivre un an dans une ville inconnue. Je pense à l'équipe Red Bull, en Autriche, ou à la Ligue nationale de Russie, par exemple. D'ailleurs, j'ai eu des discussions avec plusieurs équipes européennes. En ce moment, je me concentre sur les leçons d'éducation physique que je donnerai aux participants de Star Académie, à Sainte-Adèle. Pour le reste, on verra ce qui arrivera au mois de mai.

_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 8

Tête chercheuse : Richard Boyer

UNE VIEILLESSE EN MAL DE VIVRE

Les Québécois âgés de plus de 65 ans ne sont pas à l'abri du suicide. Le Dr Richard Boyer, chercheur agrégé au Département de psychiatrie de l'UdeM, s'intéresse à cette problématique encore méconnue. *Quartier Libre* l'a rencontré afin de discuter des raisons qui poussent les aînés à vouloir mettre un terme à leur vie.

Sophie-Claudine DESROCHES

Quartier Libre : Quels sont les facteurs susceptibles de pousser les personnes âgées au suicide ?

Richard Boyer : La communauté médicale a longtemps cru que le suicide des aînés était motivé par l'accumulation de maux liés à la vieillesse, que ce soit la maladie physique, l'isolement ou encore la pauvreté. Par contre, les recherches que nous avons menées nous ont permis d'affirmer que le facteur déterminant est la présence de troubles mentaux, notamment la dépression.

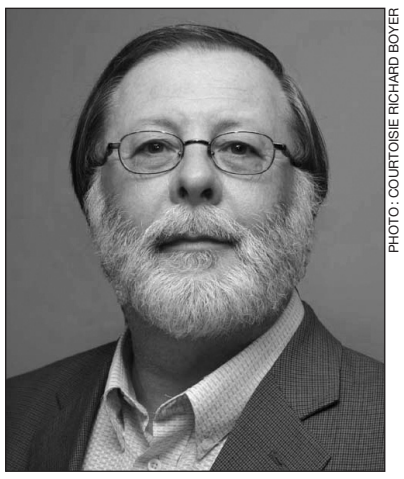


PHOTO : COURTOISIE RICHARD BOYER

Richard Boyer

Q. L. : Quelle a été votre démarche de recherche ?

R. B. : Nous avons employé une méthode appelée autopsie psychologique. Nous prenons des cas de suicide connus, déclarés comme tels par le coroner, et nous effectuons des enquêtes auprès des proches. Par la suite, nous comparons l'information obtenue à celle recueillie lors des décès liés à d'autres causes. Cette méthode nous a permis de constater que les cas de suicide étudiés avaient en commun la présence d'une maladie mentale.

Q. L. : Les recherches auxquelles vous avez participé ont prouvé que 75 % des personnes âgées qui se sont suicidées avaient montré des signes clairs de dépression avant de passer à l'acte. Comment se fait-il que ces personnes n'aient pas bénéficié d'aide à temps ?

R. B. : Les études démontrent qu'un individu peut souffrir de dépression sans en être conscient. Cette situation est préoccupante, car, au Québec, un tabou entoure la question de la santé mentale. On préfère s'expliquer une dépression par toutes sortes d'autres phénomènes avant de prendre au sérieux l'hypothèse de la maladie mentale. Ce tabou est plus ancré chez les personnes âgées que dans toute autre couche générationnelle de la société. Les aînés sont davantage à la merci de ces préjugés.

Q. L. : Le gouvernement québécois a décidé de mettre en œuvre une campagne de sensibilisation aux troubles mentaux auprès des aînés. Que pensez-vous de cette initiative ?

R. B. : Une campagne de sensibilisation peut conduire à des résultats concluants. Il faut amener les personnes âgées à comprendre que la dépression n'est pas normale, qu'elle traduit un grave problème et qu'il faut aller chercher de l'aide quand on en souffre. Le gouvernement devra faire preuve de douceur et d'empathie durant cette campagne.

Q. L. : Quelles autres solutions préconisez-vous ?

R. B. : Il faudrait favoriser un meilleur dépistage. Les aînés sont en contact constant avec leurs médecins. Le corps médical doit oser poser des questions et il faut espérer que les patients y répondent.

Revue de presse universitaire

Marie-Claire MAJOR

Camping engagé

En plein mois de janvier, une poignée d'étudiants a bravé le froid et la neige pour protester contre la hausse de 8 % des loyers des résidences universitaires de l'Université de l'Alberta. Afin d'attirer l'attention du personnel et des autres étudiants sur cet enjeu, les protestataires ont installé des tentes au centre du campus. Le président de l'Association des résidents de l'Université de l'Alberta, Jamie Michaels, croit que *« si le loyer des résidences grimpe, plus d'étudiants logeront à l'extérieur du campus universitaire et cela entraînera une pression à la hausse sur le prix général des logements aux abords de l'université »*.

Cette augmentation des coûts survient au moment où la question de l'accessibilité des études postsecondaires provoque de nombreux débats en Alberta. Les groupes étudiants ont manifesté de différentes façons leur désaccord face à l'augmentation prévue de 3,3 % des frais de scolarité, notamment en portant un foulard rouge et en écrivant des lettres de protestation aux membres de l'Assemblée législative provinciale.

Source : *Presse universitaire canadienne (PUC)*

Durs lendemains de grève

Les étudiants de l'Université York, à Toronto, ont repris le chemin de l'école le 2 février, après trois mois de congé forcé. Une longue pause pendant laquelle ils n'ont pas oublié leur sens du devoir : dès leur retour en classe, de nombreux étudiants ont signé deux pétitions afin de témoigner de leur grogne.

La première, qui a été signée par plus de 10 000 étudiants, demande un remboursement de 12 % des frais de scolarité. Krisna Saravanamuttu, vice-présidente de la Fédération des étudiants de l'Université York, invoque que *« l'Université n'a pas livré le service pour lequel les étudiants ont payé »*. Ce à quoi le président de l'Université York, Mamdouh Shoukri, répond que *« les programmes académiques ne seront pas affectés »* et que cela *« élimine la possibilité de rembourser les frais de scolarité »*. Ironiquement, la seconde pétition vise à destituer cinq membres de l'exécutif de cette même Fédération. Selon Daniel Ferman, un des pétitionnaires, *« la Fédération des étudiants aurait dû être plus neutre et privilégier un retour en classe rapide. Ils ont préféré supporter la grève des professeurs et cela a prolongé le conflit, au détriment des étudiants »*. En moins de deux jours, 2 500 étudiants ont signé la pétition.

Une loi spéciale adoptée par le gouvernement ontarien a contraint les professeurs à retourner au boulot. Le conflit de travail opposait l'Université et ses professeurs, qui réclamaient une meilleure sécurité d'emploi.

Source : *Excalibur* (Université York)

Les étudiants font la navette

Les stationnements sont une véritable manne pour l'Université du Manitoba. Durant l'année scolaire 2007-2008, l'institution a récolté 350 000 $ en distribuant 21 647 contraventions sur le campus. Lors des trois années précédentes, l'université manitobaine a attribué plus de 23 000 constats d'infraction. La légère baisse observée cette année est due à la mise en place d'un service de navette qui dessert tout le campus. Selon Norma Carswell, de la Direction des services de stationnement, ces revenus faramineux seront utilisés *« pour financer le service de navette sur le campus, améliorer la sécurité et l'entretien des stationnements sur le campus et financer les évènements spéciaux, notamment les évènements sportifs »*. Ainsi, les espaces de stationnement éloignés seront plus accessibles. Bref, plus les utilisateurs fautifs sont sanctionnés financièrement, plus le service de navette s'enrichit.

Source : *The Manitoban* (Université du Manitoba)

_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 9

Café étudiant des résidences

PAS POUR DEMAIN

Un peu partout sur le campus de l'UdeM, les étudiants se donnent rendez-vous dans les cafés pour étudier, discuter et créer des liens. Pas dans les résidences étudiantes, où les occupants n'ont pas encore leur café et mangent leur pain noir.

Sophie RENAULDON

Les quelque 1 200 habitants des résidences du 2350, Édouard-Montpetit devront patienter : la réouverture du café des résidences est de nouveau reportée. Pourtant, la FAÉCUM, qui s'est portée garante de la concrétisation de ce projet, annonçait sur son site Internet l'ouverture du café pour la session d'hiver 2009. *« Au départ, nous pensions vraiment être capables de l'ouvrir pour cet hiver, mais nous avons pris du retard dans les discussions avec la direction »*, explique Nicolas Descroix, coordonnateur aux affaires universitaires de la FAÉCUM. *« Nous espérons au moins être capables de l'ouvrir pour la session d'automne 2009 »*, ajoute-t-il.

Il existe un réel besoin pour les résidents qui sont privés d'un service de café-dépanneur depuis deux ans et demi. Aujourd'hui, seuls quelques vieux fauteuils déchirés, une table de billard sur trois pieds et quelques chaises occupent les locaux sombres du café, ainsi que la salle de jeu adjacente. Le revêtement de sol est troué et la ventilation, défectueuse. *« En ce moment, la salle ne sert à rien, il ne se passe pas grand-chose »*, déplore Samuel, locataire depuis l'automne 2008. *« Il n'y a jamais personne, même pas pour étudier. Ce serait vraiment bien qu'il y ait à nouveau un café »*, ajoute l'étudiant. Le café était le centre de la vie étudiante des résidences et organisait régulièrement des soirées et d'autres activités pour les occupants. *« Ce qui était agréable, c'est qu'à chaque début de session, le café organisait un party, ce qui nous permettait de rencontrer les autres habitants des résidences »*, raconte Joannie Paradis, qui vit aux résidences depuis trois ans.

PAYER LES POTS CASSÉS

La dernière rencontre entre la FAÉCUM et la direction de l'UdeM, propriétaire des locaux du café, remonte à novembre 2008. Depuis, les négociations portant sur l'exploitation du local et les rénovations stagnent. *« La Direction des immeubles est en train d'évaluer combien coûterait la rénovation des locaux du café*, précise Nicolas Descroix, *et ça nous prend ces chiffres pour continuer les discussions afin de savoir qui paie quoi. »* M. Descroix ajoute qu'il refuse que la FAÉCUM et les étudiants soient les seuls à payer.

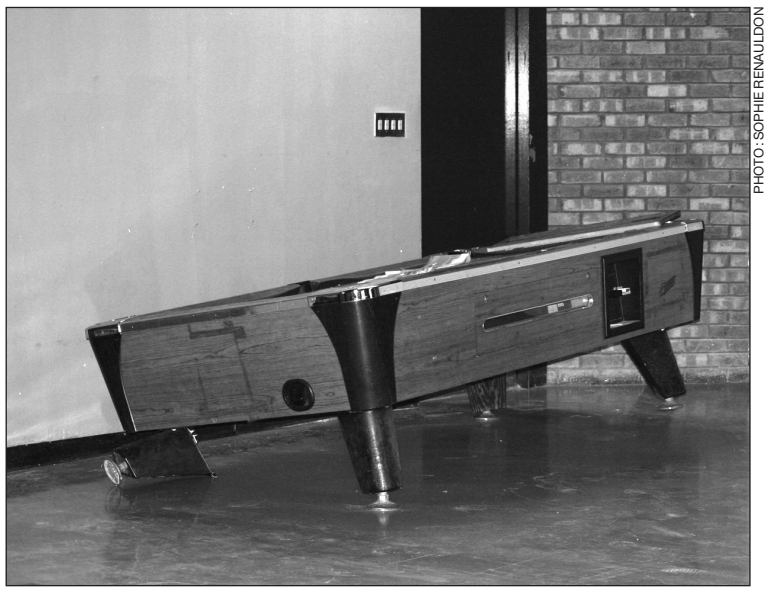


PHOTO : SOPHIE RENAULDON

Les locaux de l'ancien café-dépanneur des résidences sont désaffectés et désertés.

La FAÉCUM est prête à investir dans l'achat de nouveau mobilier, mais affirme que c'est à l'UdeM de prendre en charge les travaux concernant la ventilation, le chauffage, la plomberie et l'électricité. Nicolas Descroix explique que la Fédération *« s'attend à ce que l'Université mette de l'argent dans ce projet puisque c'est un service qu'elle doit offrir aux étudiants des résidences »*.

Sophie Langlois, directrice des relations avec les médias de l'UdeM, déclare que *« l'Université n'est pas tenue d'offrir le service, mais qu'elle souhaite le faire »* et réitère du même coup que la direction ne souhaite pas se prononcer davantage tant que les négociations seront en cours. Alexandre Chabot, responsable de ce dossier et vice-recteur adjoint à la vie étudiante de l'UdeM, n'a pas retourné les appels de *Quartier Libre*.

Dans son édition du 12 mars 2008, *Quartier Libre* rapportait que le café des résidences, fermé depuis l'été 2006, rouvrirait ses portes à l'automne 2008. Avant sa fermeture, le café était géré par l'association des étudiants des résidences, la défunte AÉRCUM. Il avait dû fermer ses portes pour cause de mauvaise gestion. Selon Nicolas Descroix, le montant du déficit de feu l'association se chiffrerait à près de 100 000 $.

Les négociations se poursuivront, au cours de la session d'hiver, entre la FAÉCUM et l'UdeM. Il est difficile de savoir exactement quand l'odeur du café embaumera à nouveau les locaux du café étudiant des résidences.

PHOTO : DAVID DINELLE, JOURNAL DE ST-MICHEL

Pierre Falardeau estime que la somnolence du nationalisme québécois ouvre la porte à la création du MUHC.

Création de deux CHU à Montréal

PIERRE FALARDEAU S'ATTAQUE À McGILL

Le manque de nationalisme et l'inertie des Québécois mèneront à la mise en chantier du centre hospitalier universitaire de McGill, selon Pierre Falardeau. Le cinéaste s'insurge face à ce projet et ne souhaite pas le voir se mettre en branle.

Francis POULIOT

Le cinéaste Pierre Falardeau estime que la création du McGill University Health Center, le MUHC, constitue un danger pour la langue française au Québec. Selon lui, elle met en relief le favoritisme à l'égard de la population anglophone de Montréal. M. Falardeau est aussi d'avis que le feu vert donné à la création du MUHC et les tergiversations dans le dossier de son équivalent francophone, le centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), confirment son hypothèse.

Invité au pavillon 3200, Jean-Brillant par le mouvement des étudiants souverainistes de l'Université de Montréal (MÉSUM), M. Falardeau a livré son plaidoyer devant une salle comble d'étudiants, le 29 janvier. Le fervent nationaliste a dépeint la création du MUHC comme étant un symptôme de l'exploitation des Québécois par l'Empire britannique. *« L'Université McGill a été fondée sur le sang et la sueur de nos ancêtres canadiens-français*, et aujourd'hui, affirme M. Falardeau, *le projet du MUHC est un héritage de ce néo-colonialisme canadien-anglais. »*

MAUX DE LANGUE

René Boulanger est porte-parole de la coalition pour un seul méga CHU, qui revendique la création d'un seul hôpital bilingue. Selon lui, la création du MUHC favoriserait la population anglophone de Montréal et contribuerait au recul de la langue française. M. Boulanger pense que le centre hospitalier anglophone serait un incitatif supplémentaire à apprendre l'anglais pour les allophones, ce qu'ils sont déjà plus enclins à faire que de *« s'intégrer à la culture québécoise »*, affirme M. Boulanger.

D'après Sheila Moore, responsable des relations publiques du MUHC, *« un tel projet serait ingérable »*. Mme Moore souligne que *« rares sont les villes qui ont deux tels centres hospitaliers »* et que Montréal a un fort potentiel de recherche biomédicale. Elle juge que *« la question n'en est pas une de langue, mais de service à la population »*.

> **Le MUHC n'est pas un hôpital anglophone, c'est un hôpital où les services sont aussi offerts en français, c'est la loi**
>
> **Éric Gamache**
> Attaché de presse de l'aile parlementaire du Parti québécois

Contrairement à plusieurs groupes nationalistes, comme la Société Saint-Jean Baptiste et l'Action nationale, le Parti Québécois est du même avis que Mme Moore, à savoir que si la question linguistique n'a pas été abordée quant aux deux hôpitaux, c'est que justement il n'y a pas d'enjeu linguistique. D'après Éric Gamache, attaché de presse de l'aile parlementaire du Parti québécois, *« Le MUHC n'est pas un hôpital anglophone, c'est un hôpital où les services sont aussi offerts en français, c'est la loi. Il a autant le droit d'exister que le CHUM »*.

Le 29 janvier, la journée même où Pierre Falardeau livrait sa conférence à l'UdeM, on apprenait que Sylvain Villiard, responsable du projet du nouveau CHUM au centre-ville de Montréal, avait quitté ses fonctions. Son médecin lui a suggéré de prendre un congé de maladie.

_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 10

Convention collective des professeurs de l'UdeM

PROFESSEURS SURCHARGÉS DEMANDENT RENFORT

Les rondes de négociations ont repris entre le syndicat des professeurs et la direction de l'Université. Pour l'instant, les rencontres sont cordiales, selon les deux parties.

Stéphane WAFFO

La convention entre le syndicat des professeurs (SGPUM) et la direction de l'Université est échue depuis mai 2008. Même si les négociations ont été entamées en novembre, une question divise aujourd'hui les deux parties, celle de la surcharge de travail.

Au syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal (SGPUM), Louis Dumont, le président, est catégorique. Rappelant qu'il n'y a eu aucune modification sur cet enjeu depuis cinq ans, il explique qu'au fil des années, la lourdeur de la tâche des professeurs est devenue *« endémique dans certaines unités »*. Selon lui, les professeurs d'au moins 40 unités administratives sur 60 sont touchés par cet excès de travail. *« Il y a des collègues dont la charge de cours représente 18 à 20 crédits »*, indique M. Dumont.

L'Université de Montréal affiche, selon le syndicat, *« la pire proportion étudiants-professeurs »* parmi les quatre universités de recherche québécoises ayant des facultés de médecine. Pour régler la question, le syndicat propose le recrutement de 150 nouveaux professeurs réguliers d'ici trois ans, l'augmentation du budget dédié aux auxiliaires d'enseignement et le recours ponctuel à des chargés de cours.

ILLUSTRATION : EVLYN MOREAU

L'UdeM affiche le pire ratio étudiants-professeurs parmi les quatre universités de recherche québécoises ayant des facultés de médecine

Louis Dumont
Président du syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal

Francis Lagacé, président du Syndicat des chargés de cours de l'UdeM (SCCUM) explique que les calculs de proportion étudiants-chargés de cours ne sont pas effectués de la même façon que le SGPUM. Cependant, *« plusieurs membres* [du SCCUM] *se plaignent de la taille des groupes-cours »*, souligne M. Lagacé.

Des assertions qui ne sont pas partagées par la direction de l'Université. Luc Granger, vice-recteur adjoint aux affaires professorales, explique que la direction ne croit pas qu'il y ait surcharge de travail. Il précise qu'en moyenne, les professeurs donnent 2,6 cours par année. M. Granger rappelle que les professeurs ont quatre tâches différentes. La première, dite *« partie normative »*, est déterminée par le directeur du département (la charge de cours, par exemple). Pour les autres tâches (recherche, encadrement des étudiants des cycles supérieurs et rayonnement), il revient à chaque professeur de déterminer son temps de travail. Selon lui, certains en font plus que d'autres et il n'est pas du ressort de l'Université d'encadrer les professeurs comme des *« ouvriers »*.

HAUSSE NON PROPORTIONNELLE

Autre source de mésentente : le recrutement des professeurs. Selon le SGPUM, depuis plus de dix ans, les effectifs professoraux n'ont pas augmenté au même rythme que les effectifs étudiants. M. Dumont précise *« qu'un professeur sur deux seulement est remplacé lors de son départ à la retraite »*. Une thèse que ne partage pas la direction.

Depuis dix ans, entre 100 et 110 nouveaux professeurs ont été engagés, explique M. Granger. Dans la même période, il y a eu une augmentation de 57 % du nombre de chargés de cours et de 51 % de professeurs cliniques pour combler les besoins à la Faculté de médecine. Deux catégories d'enseignants qui, selon le vice-recteur, doivent être prises en compte même s'il ne s'agit pas de membres du SGPUM.

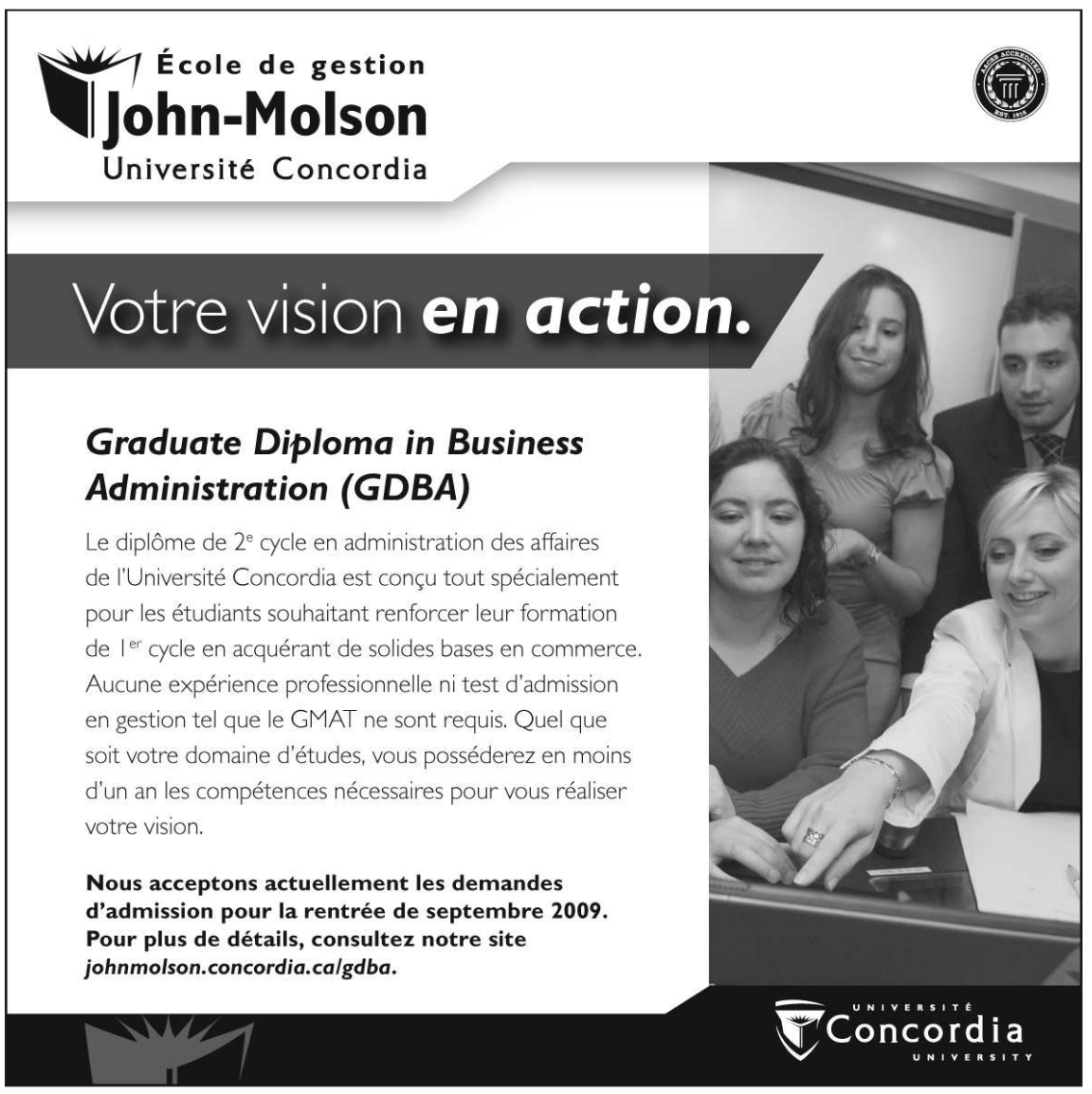
S'il y a une chose sur laquelle les deux parties s'entendent, c'est sur la question du sous-financement chronique des universités. Pour M. Granger, *« la solution passe par le refinancement des universités »* par le gouvernement du Québec. Pour sa part, M. Dumont considère que la direction de l'Université n'a pas toujours fait les choix appropriés, préférant parfois privilégier *« le développement du campus »*.

Les négociations entre les deux parties ne sont pas au point mort, selon M. Dumont et M. Granger. Les deux représentants soulignent que plusieurs rencontres *« cordiales »* ont déjà eu lieu et qu'au moins cinq rencontres sont prévues d'ici le mois de mars.

LA DERNIÈRE CONVENTION COLLECTIVE DES PROFESSEURS DE l'UdeM a été signée en 2003, puis difficilement reconduite en 2005.

Suite à des divergences salariales, le SGPUM a lancé, en 2005, le premier mouvement de grève de son histoire.

Au bout de douze journées de grève, les parties s'étaient entendues sur des augmentations salariales de 5 % en 2005, de 4 % en 2006 et de 4,5 % en 2007-2008.



_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 11

Fonds d'amélioration de la vie étudiante

COMMENT INVESTIR L'ARGENT DES ÉTUDIANTS ?

Vingt-cinq dollars de cotisation non obligatoire supplémentaire, ça ne change pas le monde, sauf que... Voici la petite histoire de cinq projets qui, à défaut de changer le monde, pourraient à tout le moins changer le campus.

Charles LECAVALIER

Le FAVE, c'est le Fonds d'amélioration de la vie étudiante. Financé par une nouvelle cotisation automatique non obligatoire (CANO) au montant de 25 $, il a fait son apparition sur les factures des étudiants de l'UdeM en septembre 2008. Un fonds qui dégage des sommes importantes : 600 000 $ pour le premier trimestre de son existence. Ces 600 000 $ sont directement issus des poches des étudiants de l'UdeM. La FAÉCUM refuse de voir un tel magot lui passer sous le nez et prend donc le FAVE par les cornes en soumettant cinq projets visant à améliorer le campus **[voir encadré]**.

La FAÉCUM s'oppose à ce type de CANO depuis 2006, alors que l'UdeM avait imposé à ses étudiants une contribution de 4 $ destinée au financement des frais technologiques. Elle s'était présentée à reculons aux réunions visant à attribuer les sommes prélevées par les frais technologiques. *« À ce moment, notre position passive nous avait très mal servis lors des réunions de ce comité de gestion. Comme nous n'avions rien à proposer, l'Université a pu adopter ses projets et ses priorités »,* estime Nicolas Descroix, coordonnateur aux affaires universitaires de la FAÉCUM. Devant les représentants des associations étudiantes réunies au Conseil central de la FAÉCUM, le 14 janvier dernier, il a précisé *« qu'il faut éviter de reproduire les erreurs du passé »*.

C'est pourquoi la FAÉCUM, encore échaudée par cette expérience, met de l'avant ses plans, qui seraient financés à même le FAVE. *« En arrivant avec des projets définis avant l'UdeM, on leur coupe l'herbe sous le pied. On ne voudrait pas que le FAVE serve à rénover le toit du pavillon Roger-Gaudry ou les toilettes du 3200, Jean-Brillant, même si cela améliorerait sans doute la qualité de vie des étudiants »*, ironise Nicolas Descroix.

DES CONTESTATIONS À L'HORIZON

Les propositions de la FAÉCUM ne font pas l'affaire de tout le monde. Certains représentants d'associations étudiantes réunis lors du Conseil central trouvent que les projets de la Fédération sont trop vagues ou projetés trop loin dans le temps. *« Il est inadmissible que les étudiants qui font un baccalauréat de trois ans à l'UdeM financent un fonds alors qu'ils ne verront probablement jamais les projets qui doivent en découler »*, soutient Marie Léger-St-Jean, représentante des cycles supérieurs au Département d'études anglaises.

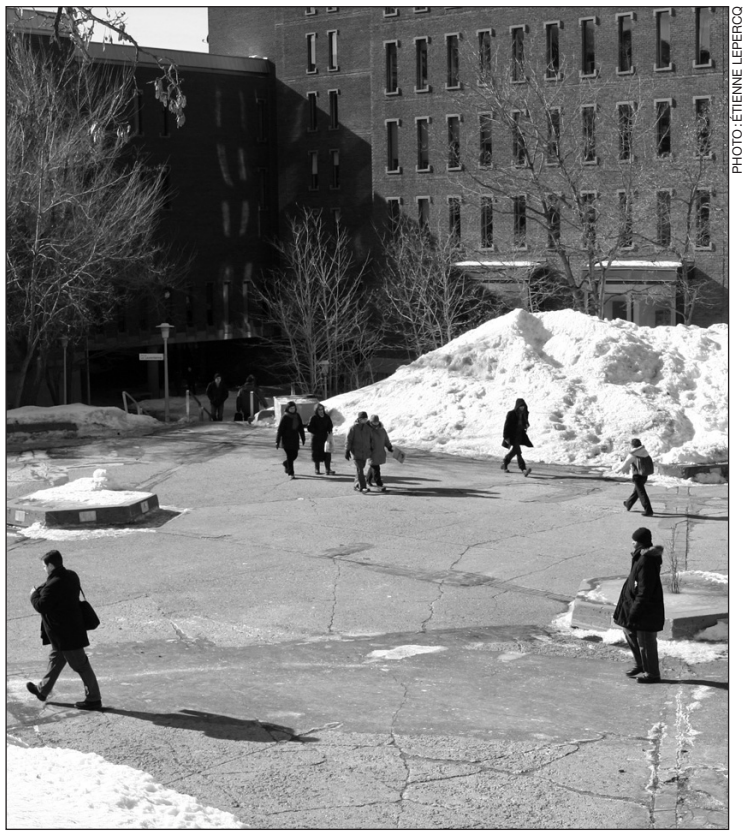


PHOTO : ÉTIENNE LEPERCQ

La rénovation de la place Laurentienne fait partie des projets avancés par la FAÉCUM.

De son côté, Alexandre Chabot, vice-recteur adjoint à la vie étudiante de l'UdeM, défend l'idée d'une capitalisation du fonds à des fins d'investissement à long terme. *« Ce fonds a deux objectifs de développement. L'un est à court terme – la rénovation de cafés étudiants, par exemple. L'autre est à plus long terme, il s'agit en fait d'un volet pour les générations futures »*, explique M. Chabot.

Julien Fournier-Dorion, étudiant au baccalauréat en science politique, est partagé quant à ce type de pratique : *« Considérant qu'un étudiant passe entre trois et six ans à l'université et qu'il n'a pas été consulté lors de l'établissement de ces modalités, ça peut sembler incohérent et condamnable. »* M. Dorion indique, par contre, qu'il n'est pas nécessairement mauvais d'avoir une vision à long terme.

CAPITALISER LES FONDS

C'est le comité de gestion du FAVE qui est chargé de déterminer l'utilisation des sommes amassées grâce au fonds. Le comité est composé de quatre représentants de l'Université, trois de la FAÉCUM et un de l'AGEEFEP.

Lors de la première réunion entre le comité et le rectorat, il a été question de capitaliser les sommes d'argent amassées grâce au FAVE. Une partie des revenus serait ainsi placée *« pour être réinvestie dans le futur »*, affirme Nicolas Descroix. Des 600 000 $ accumulés par le fonds durant le premier trimestre de son existence, 180 000 $ ne seront pas dépensés, mais plutôt placés dans une réserve. *« Cela va nous permettre de faire des projets qui reviendront année après année »*, assure Alexandre Chabot, vice-recteur adjoint à la vie étudiante.

La prochaine réunion du Comité de gestion du FAVE aura lieu en février. Tant du côté de la FAÉCUM que du rectorat, on annonce que les premiers investissements sont pour bientôt, bien qu'il n'y ait pas de date-butoir ou de plan précis. Les projets de financement des cafés étudiants et de création de bourses pour les étudiants semblent être les plus avancés.

Cinq projets soutenus par la FAÉCUM pourraient se partager un pactole estimé à un peu plus de cinq millions de dollars en quatre ans par la fédération étudiante.

1 La place Laurentienne, située au 3200, Jean-Brillant, se verrait dotée, entre autres, d'une patinoire extérieure, d'une scène permanente et d'estrades naturelles sur la butte du côté est. Le coût estimé de ces rénovations : deux millions de dollars.

2 La création de bourses humanitaires est aussi sur la table à dessin. Cinq bourses de 5 000 $ seraient disponibles dès la première année. Après dix ans, il y en aurait 15. *« Ces bourses seraient décernées à des étudiants en difficulté »*, déclare Nicolas Descroix de la FAÉCUM.

3 Il est aussi question de contribuer au fonds de développement durable afin de financer les programmes étudiants mettant de l'avant des projets de cette nature. Ce fonds est admissible au financement du gouvernement provincial : Québec promet d'investir la même somme que celle versée par les étudiants.

4 La FAÉCUM remet de l'avant une idée qu'elle chérit depuis longtemps : un pavillon pour les étudiants, géré par les étudiants. La FAÉCUM souhaiterait y inclure une salle d'évènements d'envergure, un resto-bar, une haltegarderie et des locaux pour les groupes d'intérêts étudiants.

5 La FAÉCUM propose de créer un fonds d'aide pour venir en aide aux cafés étudiants menacés de fermeture. L'entente entre l'UdeM et Pepsi ne rapporte plus d'argent aux cafés (les distributrices sont toujours sur le campus, la multinationale ne verse plus un sou à l'UdeM, puisque les quotas de vente n'ont pas été atteints). Ce sont donc 660 000 $ qui seraient versés dans ce fonds au cours des quatre prochaines années

BRÈVES SPORTIVES

Jean-Simon GUAY

Volleyball

Le Rouge et Or ne laisse aucune chance aux Carabins

L'équipe féminine de volleyball de l'UdeM a subi son premier revers de la saison face au Rouge et Or de l'Université Laval lors de la dernière partie de la saison régulière, le 31 janvier. Assurée depuis longtemps d'une place en séries éliminatoires, *« l'équipe n'a pas joué cette partie avec beaucoup d'attentes »*, admet l'entraîneur Olivier Trudel. De plus, concède-t-il, *« nous avons manqué d'entrain dans les deux premiers sets, tandis que nos adversaires se sont montrées persistantes tout au long du match »*. De son côté, l'équipe masculine a, elle aussi, essuyé une défaite contre le Rouge et Or, champion en titre. Il s'agissait d'un neuvième revers pour les hommes… Pour la troisième année consécutive, les volleyeurs des Carabins terminent au deuxième rang du classement interuniversitaire. Toutefois, l'entraîneur-chef, Georges Laplante, se dit satisfait de ce rendement : *« Nous avons une équipe en reconstruction, avec beaucoup de jeunes joueurs. Je suis donc très fier de notre saison. »* Parce que les filles ont terminé au sommet du classement, elles accèdent directement à la finale provinciale. La première partie aura lieu 13 février au CEPSUM. Les hommes, eux, disputeront la demi-finale provinciale au CEPSUM, le 6 février. Ils se mesureront au Vert et Or de l'Université de Sherbrooke.

Ski universitaire

Et de quatre

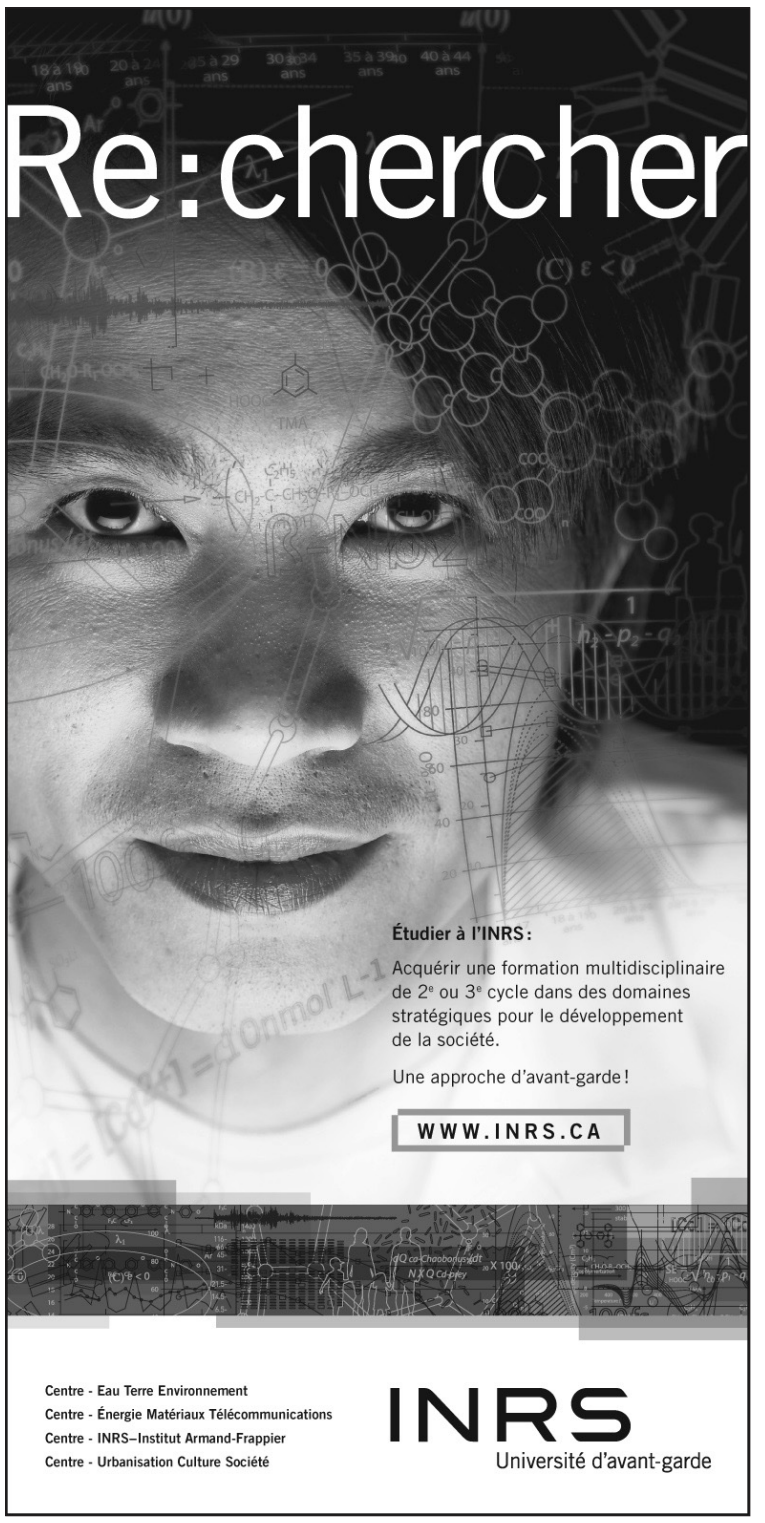
La skieuse Marie-Pierre Podtetenev (HEC Montréal) a remporté deux médailles lors des deux courses de slalom du 1er février, qui se tenaient au centre de ski Le Relais. Dans la première épreuve, la jeune athlète a hérité de la troisième place, tandis que dans la seconde, elle a franchi la ligne d'arrivée avec le meilleur chronomètre. La skieuse des Carabins se retrouve en tête du classement général individuel féminin. Cette compétition permet donc à l'équipe féminine des Carabins de conserver sa première position au classement général par équipe, mais aussi de creuser son avance sur l'Université McGill. Chez les hommes, le meilleur chrono des Carabins revient à Philippe St-Jean (physique), qui a terminé la première course au 12e rang et la seconde au 22e rang. La recrue Jean-Pierre Abboud (Polytechnique) s'est contentée des 22e et 27e positions. Philippe St-Jean grimpe donc en 15e position du classement général, tandis que Abboud descend au 17e rang. À l'issue de cette compétition, l'équipe masculine de ski de l'UdeM revendique la troisième position au classement général par équipe.

_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 12

FAÉCUM : premières candidatures

Maude L'ARCHEVÊQUE

Nicolas Descroix pourrait bien être le prochain secrétaire général de la FAÉCUM. L'actuel coordonnateur aux affaires universitaires a profité du camp d'orientation, qui a eu lieu la fin de semaine du 31 janvier, pour annoncer qu'il briguerait le poste de numéro un de la FAÉCUM. À chaque année, le camp d'orientation est le moment choisi par les éventuels candidats au Bureau exécutif et au Conseil d'administration pour commencer à faire campagne. D'autres aspirants se sont manifestés pour combler des postes au Bureau exécutif. Ainsi, Maxime Clément postule aux affaires externes (*Quartier Libre* a parlé, dans son numéro du 15 octobre 2008, de M. Clément, candidat défait du Bloc québécois aux dernières élections fédérales). Véronique Levert-Boyer convoite le poste des finances et des services et Anne-Catherine Carrier, celui de la vie de campus. Le Bureau exécutif 2009-2010 sera élu lors du Congrès de la FAÉCUM, qui devrait avoir lieu à la dernière fin de semaine de mars.



COLLABORATEURS RECHERCHÉS

Vous êtes intéressés à collaborer à votre journal étudiant ?

Prochaine réunion de production le 11 février au local B-1274-6. Aucune expérience requise.

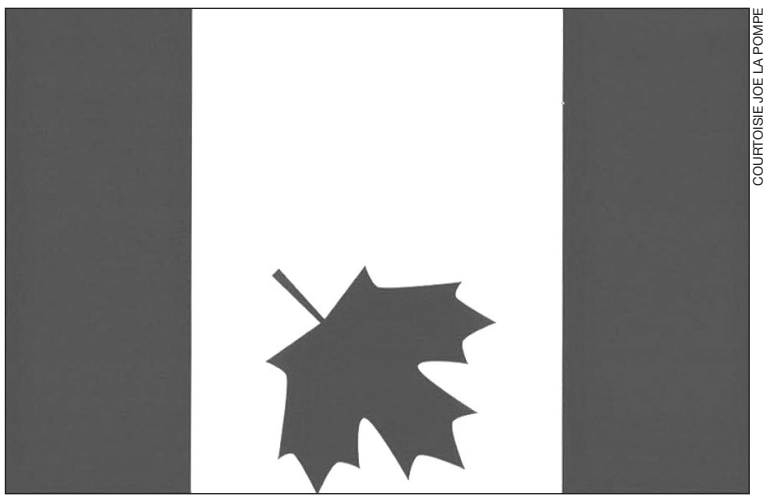
_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 13

Droits d'auteur en publicité

TOUCHE PAS À MA PUB !

Joe la Pompe, célèbre justicier français de la pub, était de passage à Montréal du 26 au 30 janvier, dans le cadre de la Semaine de la publicité. Son dada ? Comparer les diverses publicités dans le monde pour en dévoiler les similitudes ou les copies conformes. Simple hasard ou plagiat délibéré ? *Quartier Libre* fait la lumière sur les droits d'auteur dans le domaine de la publicité.

Maryse TESSIER



COURTOISIE JOE LA POMPE

COURTOISIE JOE LA POMPE

Un exemple du travail de Joe la Pompe. À gauche, la publicité originale, créée en 2000 par une filiale espagnole de l'agence de publicité Young & Rubicam. À droite, une publicité similaire lancée en 2007 par l'agence Uniqe, située à Sao Paulo, au Brésil.

C'est sous le sobriquet de Joe la Pompe que le concepteur-rédacteur publicitaire terrorise depuis dix ans les agences de pub qui plagient les idées de leurs concurrents. Son site Web passe au crible des centaines de publicités du monde entier, aux thèmes aussi variés que l'automobile, les boissons gazeuses ou les cosmétiques. Son but : dénoncer les imitations, les reprises d'idées, récentes ou non, et stimuler l'esprit créatif des publicitaires.

Dans une entrevue accordée au *Quartier Libre*, Joe la Pompe affirme qu'il n'est pas contre le fait que la pub puise ses idées dans d'autres domaines, tels que le cinéma ou la peinture, mais il s'oppose cependant à la réutilisation de concepts déjà existants dans le domaine de la publicité. Selon lui, les agences qui agissent ainsi sont paresseuses dans leurs recherches, soulignant qu'il ne lui faut généralement que quelques minutes pour retracer des « publicités jumelles » sur Internet. *« Ce n'est pas un pur hasard que les mêmes types de produits et des approches commerciales similaires aboutissent à des résultats identiques. Mais quand les agences s'en aperçoivent elles devraient se censurer et se remettre au travail »*, affirme Joe la Pompe.

Le concepteur publicitaire croit également qu'il est dommage que les idées des créatifs ne soient pas « internationalement » protégées par des droits d'auteur, et que leur travail réapparaisse ainsi à l'autre bout du monde. *« Je ne suis pas du tout pour une escalade juridique. Je n'incite pas les agences où les annonceurs à se lancer dans des batailles juridiques coûteuses et inutiles*, explique-t-il. *Je souhaite uniquement faire un constat et amener les gens du milieu à entamer une réflexion sur leur travail, leur éthique et leur organisation »*.

LA PUB AU QUÉBEC

Pour Domenico Micheletti, consultant publicitaire à Montréal, Joe la Pompe tire trop vite sur la gâchette. Il juge que le concepteur français ne prend pas le temps d'analyser le contexte ou d'enquêter avant de mettre les publicités sur son site. *« De façon détournée, il accuse des créatifs de plagiat, omettant pratiquement le fait que ça peut être un hasard, que l'équipe de création B pouvait avoir effectué la même réflexion que l'équipe de création A »*, déplore M. Micheletti. Selon lui, Joe la Pompe oublie l'environnement dans lequel évoluent les esprits créatifs. *« La publicité est un message court et "punché". Les produits sont parfois similaires, le message à passer est parfois identique et les clients nous donnent rarement carte blanche. Ce sont là des paramètres contraignants »*, affirme M. Micheletti.

Aux dires du consultant, l'emprunt d'idées ne doit pas nécessairement être considéré comme du plagiat, surtout lorsqu'une publicité est repensée selon les caractéristiques d'un marché distinct. *« Il n'existe aucun droit d'auteur sur les concepts publicitaires. La réflexion créative n'a pas de "copyright"»*, souligne-t-il. Sur ce point, il ajoute que produire de la publicité à Montréal constitue une difficulté, vu la rencontre de deux cultures : les cultures nord-américaine et francophone. *« Notre défi en tant que publicitaire est de convaincre le client d'investir dans un concept publicitaire 100 % québécois, plutôt que de copier ou d'adapter une publicité américaine existante »*, affirme M. Micheletti.

Sylvain Desrochers, responsable du programme de publicité de la Faculté de l'éducation permanente de l'UdeM et membre du Comité montréalais sur les normes en publicité, partage l'avis de M. Micheletti. Selon lui, Joe la Pompe ne fait pas de nuance entre plagiat et hasard, surtout dans les cas où il s'agit de deux agences publicitaires faisant la promotion de deux produits différents. Il mentionne que la publicité n'est pas un domaine d'invention ou d'innovation, mais plutôt une activité de récupération des tendances. *« Le travail du publicitaire, c'est de voir ce qui se fait ailleurs, sans qu'il ne perde son sens de création »*, affirme M. Desrochers.

Lors de son passage à Montréal, Joe la Pompe a ramené dans ses valises une dizaine de livres de publicités faites au Québec. Il se donne quelques mois pour les éplucher et les comparer à d'autres publicités faites outre-mer

En ce qui concerne les droits d'auteur, Sylvain Desrochers croit qu'il serait difficile de les appliquer. Il explique en effet que *« le droit d'auteur en publicité n'est pas aussi important que dans la littérature ou la musique, puisque la publicité est éphémère. Elle ne durera pas dans le temps »*. Selon lui, Internet fait aujourd'hui en sorte que les idées circulent beaucoup plus vite et que leur gestion est nettement plus difficile qu'il y a 25 ans.

AU NOM DE LA LOI

Selon le professeur de droit Pierre Trudel, titulaire de la Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique à l'Université de Montréal, le Québec n'est pas un paradis des droits d'auteur en publicité. D'après lui, l'application de la Loi sur le droit d'auteur se fait, bien qu'il subsiste certaines ambiguïtés et quelques anicroches. *« Ce qu'on veut faire avec la loi, c'est permettre la libre circulation des idées. Or, il est difficile de trouver l'équilibre entre la liberté de se servir de ce qui existe dans l'espace public et la nécessité de protéger le créateur »*, mentionne M. Trudel. Il ajoute également qu'au Québec, l'étiquette de « plagiaire » est difficile à porter pour un publicitaire, puisqu'il s'agit d'une industrie fermée où tout le monde se connaît.

Ainsi, pour éviter ces problèmes, M. Trudel affirme que les agences de publicité font toujours une analyse de toutes les violations de droits possibles avant le lancement d'une campagne. *« Les gens s'assurent qu'il n'y a n'a pas de similitudes avec une publicité déjà créée. Or, comme nous sommes dans l'univers de la création, les créateurs vont aussi prendre la chance de choquer et vont prendre des risques »*, explique M. Trudel.

En date du 16 janvier 2009, le classement international des agences de publicité distraites ou malhonnêtes se trouvant sur le site Web de Joe la Pompe comptait dix agences, dont trois ont pignon sur rue à Montréal : BBDO, Publicis et TBWA. Publicitaires, prenez garde : Joe vous surveille.

PHOTO: COURTOISIE JOE LA POMPE

Personne n'est encore parvenu à démasquer Joe la Pompe, qui conserve l'anonymat depuis la création de son site Internet en 1999.

_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 14

L'AGENDA Saint Valentin

Pour la fête des amoureux, chacun se déguise en partenaire idéal. La blonde castratrice se fait de sucre et le chum casanier sort le grand jeu. Comme quoi, il est parfois moins contraignant d'être célibataire. Pour ces derniers, c'est plutôt l'heure de sonner la charge ! Dans tous les cas, voici trois évènements pour fêter allègrement la Saint-Valentin.

Constance TABARY

I love Neon (soirée disco-electro-funk-punk)

Hercules & Love Affair (DJ SET), Pat Mahoney (LCD Soundsystem) et Duvall reprennent des airs disco pour faire suer les petits couples dans leurs chandails en viscose. Beaucoup d'informations sont véhiculées par la transpiration, ce qui permet de mieux connaître son partenaire d'une façon très subtile, bien que parfois pénible.

Le 13 février à 22 heures, au Cabaret Music-Hall, 2111, boulevard Saint-Laurent

Frenche ou meurs, jamais deux sans toi !

Célibataires endurcis, couples, amoureux transis et libertins sont conviés à s'embrasser toute la soirée pour une orgie de sécrétion salivaire. Trois couples de DJ ont pour mission de mettre les convives d'humeur humide. Suzie McLelove & Luc Brien (Les Breastfeeders), DJ Annie Q & Why Alex Why? (Vice, Zoobizarre) et DJ Janek Bishop & Alix (PikNic Électronik).

Le 14 février, 22 heures, au Cabaret du Musée Juste pour rire, boulevard Saint-Laurent

J'aime ton château Margaux

Pour les plus crispés, la partie de chasse nécessite un camouflage. Feignant déguster du vin en étudiant l'œnologie, les participants du « wine dating » auront l'occasion d'engager la conversation avec des biches et bichons distingués. Réservation obligatoire sur le site www.winedating.ca Pour les 25-35 ans.

Le 14 février, au Bar d'hiver des Quais du Vieux-Port

Fiers de vous accueillir depuis 1999
dans Lanaudière, à Laval et à Longueil.

Étudier est toujours de saison.

Campus de Laval
Cours offerts dans ces programmes.
FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE
Criminologie • Droit • Études individualisées
Gestion appliquée à la police et à la sécurité
Gestion des services de santé et des services sociaux
Intervention auprès des jeunes • Intervention en déficience intellectuelle
Petite enfance et famille • Publicité • Relations industrielles
Santé communautaire • Santé et sécurité du travail • Santé mentale
Violence, victimes et société
FACULTÉ DE PHARMACIE
Programmes de perfectionnement professionnel - 2e cycle
Pharmacien-Maître de stages
Soins pharmaceutiques
FACULTÉ DE THÉOLOGIE ET DE SCIENCES DES RELIGIONS
Certificat en théologie pratique
Majeure en science des religions appliquées
Majeure en théologie
Mineure en sciences religieuses
FACULTÉ DES ARTS ET DES SCIENCES
Intervention psychoéducative
FACULTÉ DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION
Didactique - 2e cycle
Évaluation des compétences - 2e cycle
FACULTÉ DES SCIENCES INFIRMIÈRES
Mineure en sciences infirmières : profession et santé
Module en évaluation de la santé et interventions
Complexe Daniel-Johnson
2572, boul. Daniel-Johnson, 2e étage
Laval (Québec) H7T 2R3
450 686.4777 1 877 620.4777

Campus de Longueil
Cours offerts dans ces programmes.
FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE
Communication appliquée • Criminologie • Droit • Écosanté
Études individualisées • Gérontologie
Gestion appliquée à la police et à la sécurité
Gestion des services de santé et des services sociaux
Intervention auprès des jeunes
Intervention en déficience intellectuelle • Petite enfance et famille
Publicité • Rédaction • Relations industrielles
Santé communautaire • Santé et sécurité du travail • Santé mentale
Traduction 1 • Violence, victimes et société
FACULTÉ DE PHARMACIE
Programmes de perfectionnement professionnel - 2e cycle
Pharmacien-Maître de stages
Soins pharmaceutiques
FACULTÉ DE THÉOLOGIE ET DE SCIENCES DES RELIGIONS
Animation spirituelle et engagement communautaire
Sciences religieuses • Sciences des religions
Sciences des religions appliquées • Théologie
Théologie pratique
FACULTÉ DES SCIENCES INFIRMIÈRES
Intégration et perspectives • Milieu clinique
Mineure en sciences infirmières : profession et santé
Module en évaluation de la santé et interventions
Édifice Port-de-Mer
101, Place Charles-Le Moyne, rez-de-chaussée
Longueuil (Québec) J4K 4Z1
Longueuil
450 651.4777 1 877 651.4777

Campus de Lanaudière
Cours offerts dans ces programmes.
FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE
Gérontologie
Gestion des services de santé et des services sociaux
Petite enfance et famille • Santé communautaire
Santé et sécurité du travail • Santé mentale
FACULTÉ DE PHARMACIE
Programmes de perfectionnement professionnel - 2e cycle
Pharmacien-Maître de stages
Soins pharmaceutiques
FACULTÉ DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION
D.E.S.S. Administration de l'éducation - 2e cycle
FACULTÉ DES SCIENCES INFIRMIÈRES
Intégration et perspectives • Milieu clinique
Mineure en sciences infirmières : profession et santé
Module en évaluation de la santé et interventions
950, Montée des Pionniers 2e étage
Lachenaie (Québec) J6V 1S8
Face au Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur
450 657.7887 1 866 770.7887

10 les CAMPUS RÉGIONAUX ans

Université de Montréal

PRINTEMPS / ÉTÉ 2009 – INSCRIPTION EN COURS www.campusregionaux.umontreal.ca

_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 15

Métiers d'hiver

AU GRÉ DU VENT

Jacques Bernardin ne pouvait rêver de meilleurs jours pour sa retraite. L'ancien professeur d'éducation physique au Cégep de Saint-Laurent, aujourd'hui âgé de 65 ans, transmet jours après jours sa passion pour les sports de voile dont le paraski, un sport encore embryonnaire au Québec.

Aryanne BESNER QUINTAL

Sur le Lac des Deux-Montagnes, aux abords du chemin de l'Anse de Vaudreuil-Dorion, Jacques Bernardin étend de grandes voiles mauves et roses dans un périmètre de sécurité en vue d'une leçon d'initiation au paraski qui débutera dans quelques minutes. *« Aujourd'hui, on va prendre la 10-60 en mode semi-tempête »*, indique-t-il au *talkie walkie* à un collègue, pour l'informer des ajustements d'équipement qui seront nécessaires en fonction du vent.

Le paraski est un sport qui utilise une voile de traction pour se propulser en ski ou en planche à neige, similaire au *kitesurf*, qui lui, se pratique habituellement sur l'eau en été. *« Quand je me lève le matin, je regarde les branches des arbres pour savoir la direction et l'intensité du vent »*, avoue Jacques Bernardin qui pratique des sports de voiledepuis l'âge de 14 ans.

DES ADEPTES DE TOUS LES ÂGES

Aujourd'hui affilié à l'école FlexLibre, mise sur pied par son collègue Gilbert Lalonde il y a 4 ans, Jacques Bernardin donne des cours sept jours par semaine. *« Je ne travaille pas, je m'amuse ! »*, précise-t-il. Son employeur et lui misent d'abord et avant tout sur l'aspect sécuritaire et accessible du sport. *« Les gens ont tendance à associer le paraski à un sport extrême, alors que n'est pas le cas.*

PHOTO : COURTOISIE FLEXLIBRE

Un adepte du paraski sur le Lac des Deux-Montagnes

Environ 95 % des gens qui ont une base en ski ou en planche à neige arrivent à surfer aisément en paraski en moins de 45 minutes », affirme Gilbert Lalonde, le propriétaire. La moyenne d'âge des curieux qui suivent des cours d'initiation chez FlexLibre oscille d'ailleurs entre 30 et 40 ans.

UN SPORT EN DEVENIR

Développé au début des années 2000, le paraski est un sport embryonnaire au Québec. Dans la province, on estime à 5 000 le nombre d'adeptes. *« Les jeunes ont tendance à préférer le kitesurf parce qu'on voit les gens en faire l'été. Sauf que c'est compliqué à manœuvrer et ça coûte très cher »*, affirme Gilbert Lalonde.

Afin d'encourager davantage d'athlètes à se joindre à eux, les instructeurs de FlexLibre ont mis sur pied un club de paraskieurs dont les membres paient une cotisation annuelle, ce qui permet à l'école de développer des services. *« Ce soir, on fait une activité clair de lune, un autre dimanche, ce sera la journée hot-dog avec le barbecue »*, renchérit M. Lalonde. Sur le long terme, l'équipe aimerait également organiser des compétitions entre membres et éventuellement, entre clubs.

Si le prix d'une voile est relativement élevé (autour de 600 $), les deux instructeurs affirment toutefois que l'investissement en vaut la chandelle. *« L'avantage, c'est que les amateurs n'ont pas à débourser pour des installations, comme des remontepentes ou des canons à neige »*, explique M. Bernardin.

Pour rentabiliser au maximum son investissement, Jacques Bernardin pratique son activité préférée à l'année longue. Moniteur de *kitesurf* l'été et instructeur de paraski l'hiver, il trouve le moyen de migrer vers le sud durant les saisons tempérées, à l'automne et au printemps, afin d'y pratiquer son sport favori.

_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 16

Québec solidaire en mode adaptation

SEUL DANS L'ARÈNE

Premier député de Québec solidaire élu lors des élections provinciales de décembre 2008, Amir Khadir doit dorénavant composer avec les impératifs de son parti et les aléas de la vie parlementaire. *Quartier Libre* l'a rencontré pour discuter de sa transition vers le poste d'unique député de son parti.

Hugo PRÉVOST

À peine installé dans les locaux de son prédécesseur, le péquiste Daniel Turp, Amir Khadir dégage une assurance certaine. La tâche au programme est pourtant imposante : Québec solidaire, longtemps relégué à la marginalité, participe désormais pleinement à la vie parlementaire. *« Nous ne nous concentrons plus uniquement sur la lutte sociale*, explique M. Khadir, *il y a désormais une mission de représentation politique à l'Assemblée nationale. »* Selon lui, il s'agit là d'une occasion unique de transformer le paysage politique québécois.

Mais avant de s'atteler à la tâche, Amir Khadir devra d'abord veiller à la dynamique interne de son parti. En effet, au sein de l'unique formation politique au Québec à avoir officiellement deux « chefs » – Françoise David et Amir Khadir – l'élection d'une seule des deux têtes pensantes a quelque peu changé la donne. *« Oui, il y a des tensions à l'interne »*, confie M. Khadir, mentionnant la défaite de Françoise David. Cette dernière, même si elle avoue être déçue des résultats des dernières élections, parle plutôt d'une opportunité pour *« réfléchir à la forme d'organisation du parti. »*

Bien qu'Amir Khadir soit actuellement la vedette incontestée, l'effet de nouveauté [pourrait] s'estomper

Françoise David

En effet, l'élection d'Amir Khadir a bouleversé les rôles des deux porte-parole. *« Amir est désormais notre représentant à l'Assemblée nationale*, explique Mme David, *tandis que je m'occupe de toutes les actions de notre parti à l'extérieur »*, souligne-t-elle. Selon Mme David, *« bien qu'Amir Khadir soit actuellement la vedette incontestée, l'effet de nouveauté [pourrait] s'estomper »*. Le travail pour maintenir la visibilité du parti, qu'il s'agisse de rassemblements partisans ou d'actions dans la collectivité, demeure donc important lui aussi.

PHOTO : STÉPHANE WAFFO

Amir Khadir s'adressant aux militants de Québec solidaire, le soir de sa victoire.

DES REVENDICATIONS FIXES

Malgré ces perturbations, pas de changement au niveau des idées. Économie verte, gratuité scolaire, indépendance : la plateforme de Québec solidaire n'a pas changé. Par ailleurs, sur le plan de la souveraineté, les deux porte-parole se disent ouverts à des discussions sur le sujet avec le Parti Québécois (PQ), mais déplorent *« le manque de dialogue »*. M. Khadir s'interroge : *« Le PQ est-il prêt à faire l'indépendance ? »*

La prochaine session parlementaire apportera son lot de défis pour la formation politique de gauche et il va sans dire que sa structure et son fonctionnement risquent encore de changer. Les travaux parlementaires reprendront le 10 mars 2009.

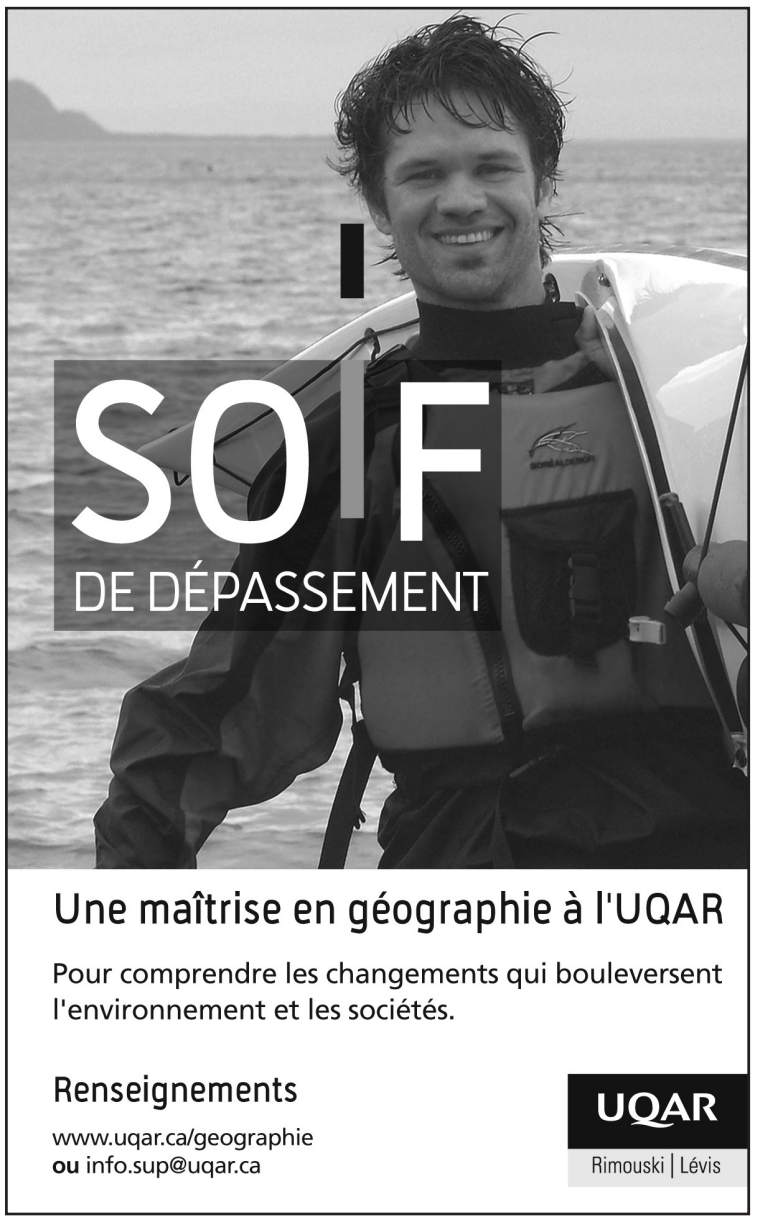
Amir Khadir de passage à l'UdeM

Amir Khadir était de passage à l'UdeM le 5 février afin de tenir une assemblée publique sous le thème de « l'économie solidaire : utopie ou nécessité ? ». Lors de sa conférence, M. Khadir a, entre autres, abordé la question du rachat d'usines par des ouvriers sans emplois. *« J'ai parlé aux travailleurs de Donnacona* [NDLR : les 360 employés mis a pied lors de la fermeture d'AbitibiBowater]. *Bien que le mouvement syndical québécois soit dans une torpeur prolongée, les travailleurs, eux, tergiversaient avec l'idée de prendre le contrôle de l'usine sous un mode coopératif. »*, a-t-il expliqué.

Pour M. Khadir, les fonds de solidarité, comme celui de la FTQ, et les outils de développement comme la Caisse de dépôt et de placement du Québec *« ont oublié leur mission. Ils jouent à la bourse avec les retraites des travailleurs et négligent leur mandat social »*. Selon lui, ces fonds devraient appuyer les travailleurs qui ont perdu leur emploi et qui souhaitent s'impliquer dans un rachat d'usine.

Quant à la possibilité pour Québec solidaire de prendre le leadership d'un mouvement de rachat en mode coopératif, M. Khadir ne se fait pas d'illusion. *« Les syndicats doivent être sur un mode combatif pour lancer un tel mouvement. Ce n'est malheureusement pas le cas pour le moment. »* Selon lui, ces rachats ne peuvent être issus d'un appel de son parti, mais doivent plutôt venir d'initiatives locales. *« Et lorsque ce sera le cas, nous appuierons les ouvriers jusqu'au bout. »*, rappelle Amir Khadir.

(Charles LECAVALIER)



_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 17

Premier anniversaire de l'indépendance du Kosovo

UN STATUT ENCORE INCERTAIN

Le Kosovo fêtera sa première année d'indépendance le 17 février. Cependant, l'ancienne province serbe, gérée par la communauté internationale depuis la guerre du Kosovo en 1999, peine encore aujourd'hui à affirmer son autonomie et à obtenir une reconnaissance universelle. Explications.

Sophie RENAULDON

Bien que le Kosovo s'apprête à célébrer sa première année d'indépendance, seuls 54 des 192 pays membres de l'Organisation des nations unies (ONU) ont, pour l'instant, reconnu son autonomie. Alors que certains pays tels que les États-Unis, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni ont reconnu l'indépendance du Kosovo, déclarée unilatéralement ; d'autres, comme l'Espagne, la Grèce, la Russie ou encore la Chine, s'y opposent toujours. En effet, de nombreux pays aux prises avec leur propre mouvement séparatiste, comme celui des Basques en Espagne par exemple, craignent qu'une reconnaissance du Kosovo ne justifie la cause de leur propre région séparatiste.

La Serbie, qui considère encore le Kosovo comme l'une de ses provinces, conteste ardemment la légitimité de la déclaration d'indépendance. À la demande du gouvernement serbe, l'ONU a mobilisé, en octobre 2008, la Cour internationale de justice (CIJ) afin qu'elle rende un avis sur la légalité de cette déclaration unilatérale. *« Tout le problème du Kosovo tient en ce moment à la reconnaissance internationale »*, explique Nicolas Lemay-Hébert, doctorant de l'Institut d'études politiques de Paris. Il estime que *« beaucoup d'États vont attendre cet avis de la Cour pour prendre position quant à la légitimité de cette indépendance »*.

La plus grande difficulté, précise Nicolas Lemay-Hébert, c'est que la reconnaissance par certains pays de l'indépendance du Kosovo met à mal le respect de l'intégrité territoriale d'un État, un principe important en relations internationales. M. Lemay-Hébert explique qu'en fait, pour qu'une province puisse se détacher du pouvoir central, *« il faut la reconnaissance de l'État* [la Serbie] *qui perd une part de son territoire* [le Kosovo] *»*. Selon lui, *« c'est pour cela que, dans le Renvoi relatif à la sécession du Québec, l'obligation de négocier pour que le Canada reconnaisse le Québec* [comme un pays] *est très importante »*.

PHOTO : IAN TURTON

Il y a un an, le 17 février 2008, le Kosovo déclarait unilatéralement son indépendance. À cette époque, le drapeau de l'Albanie faisait figure de symbole de cette lutte pour la souveraineté.

UN LABORATOIRE D'INTERVENTION

Présentement, ce sont principalement les organisations internationales et européennes qui s'occupent de la gestion du territoire kosovar. Depuis le mois de décembre 2009, la mission « État de droit » de l'Union européenne (EULEX Kosovo), assiste la région dans la mise en place d'institutions indépendantes, notamment des services de douanes, de police et de justice. Cette mission européenne doit prendre le relais de la Mission d'administration intérimaire de l'ONU au Kosovo (MINUK), encore présente sur le territoire.

En plus de l'EULEX Kosovo, trois autres organisations internationales agissent dans la région. La Force du Kosovo (KFOR) s'occupe de la sécurité du territoire, le Bureau civil international (ICO) est chargé de l'intégration européenne de l'État kosovar et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) veille à son développement institutionnel et démocratique. *« Le Kosovo et plus généralement les Balkans sont un laboratoire d'intervention internationale »*, lance Mariella Pandolfi, professeure d'anthropologie à l'Université de Montréal. *« Chaque organisation a des objectifs différents et veut avoir le contrôle à tous les niveaux politiques et institutionnels*, explique-t-elle. *Cela cause des tensions parmi les organisations internationales et entre celles-ci et les institutions locales »*. D'autant plus qu'une bonne part de l'économie du pays dépend de ces organisations. En 2007, le budget de l'ONU pour le Kosovo s'élevait à plus de 230 millions de dollars selon les chiffres fournis pas l'organisation.

Les organisations internationales constituent également l'un des principaux employeurs de la population locale, dont près de 45 % est au chômage. *« Quelqu'un qui travaille à un poste d'administration gagne quatre fois plus qu'un instituteur. Avec ce salaire, un employé fait parfois vivre toute sa famille »*, témoigne Odile Perrot, membre du réseau francophone de recherche sur les opérations de paix et spécialiste du Kosovo. Mariella Pandolfi estime pour sa part qu'un retrait de la communauté internationale aurait une influence considérable sur l'économie du pays. *« C'est un conflit en hibernation, les tensions risquent d'éclater dès que la communauté internationale prendra ses distances »*, explique l'anthropologue.

PREMIERS PAS SYMBOLIQUES

Malgré ces démêlés institutionnels, le Kosovo poursuit ses démarches dans les dédales de l'indépendance. *« En 2008, il s'est doté d'un hymne national sans paroles, puisqu'il ne fallait surtout pas poser de problème au niveau linguistique »*, raconte Odile Perrot. Une autre avancée importante pour le pays est l'adoption d'un drapeau au fond bleu, sur lequel on peut distinguer la forme géographique du Kosovo, surplombée de six étoiles représentant les six principales communautés du territoire.

Mais même avec ces progrès, plusieurs difficultés persistent. La constitution, entrée en vigueur le 15 juin 2008, même si elle assure la protection des droits des minorités et leur représentativité au niveau des institutions locales, n'est pas toujours appliquée. Mariella Pandolfi, qui s'est rendue au Kosovo à plusieurs reprises, a constaté que *« sur le terrain, l'intégration que prévoyait la constitution ne se fait pas, bien au contraire, les divisions se creusent »*. Selon un rapport de l'OSCE publié en septembre 2008, le système d'éducation kosovar est encore divisé en écoles albanophones, où l'on enseigne exclusivement en albanais, et en écoles serbes où l'on enseigne uniquement en serbe, alors que la constitution stipule que tant le serbe que l'albanais sont les langues officielles du Kosovo.

Ainsi, même un an après sa déclaration d'indépendance, des divisions tant à l'intérieur du Kosovo qu'entre les pays membres de l'ONU, dont plusieurs refusent toujours d'en reconnaître l'autonomie, persistent. La première audience de la Cour internationale de justice, chargée de rendre un avis sur la conformité de la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo avec le droit international, s'ouvrira en avril 2009. La décision de la Cour n'est toutefois pas attendue avant 2010.

Le KOSOVO en bref

Capitale : Pristina
Superficie : 10 887 kilomètres carrés (2,7 fois plus petit que la Gaspésie)
Population : 2,2 millions (estimation de 2007)
Moyenne d'âge : entre 24 et 27 ans (moyenne d'âge au Québec en 2007 : 40 ans)
Langues officielles : albanais, serbe
Monnaie : euro
Revenu mensuel moyen : 250 euros (390 dollars canadiens)
Groupes ethniques : Albanais 88 %, Serbes 7 %, autres 5 % (Bosniaques, Turcs, Goran, Rom, Ashkali, Égyptiens)

_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 18

La justice internationale confronte les Khmers rouges

BOURREAUX APPELÉS À LA BARRE

Le procès de Kang Guek Eav, alias « Douch », s'ouvrira le 17 février à Phnom Penh, capitale du Cambodge. Ancien responsable d'un centre de torture, « Douch » est accusé du meurtre de plus de 12 000 personnes, survenu au cours du génocide orchestré par Pol Pot et ses Khmers rouges entre 1975 et 1979. La comparution de quatre autres hauts responsables du régime doit suivre cette année, mais le tribunal parrainé par l'ONU est dans l'impasse.

Stéphanie MARTEL

Pour la première fois depuis la chute du Kampuchéa démocratique (KD), un régime dont la brutalité est responsable de l'annihilation du quart de la population du Cambodge vers la fin des années 1970, des ex-responsables du régime communiste des Khmers rouges devront répondre de leurs crimes. Mais avant même l'ouverture du premier procès, prévue pour le 17 février, plusieurs experts remettent en doute l'efficacité du tribunal international qui, en proie à des désaccords répétés entre ses juges, tarde à produire des résultats.

Nous ne sommes plus à l'époque de Pinochet et Milosevic. Les procès, aujourd'hui, il faut les conclure

François Crépeau
Spécialiste en droit international et directeur scientifique du Centre d'études et de relations internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM)

En effet, depuis deux ans et demi, le procès parrainé par l'ONU stagne, notamment pour une affaire de chiffres. Les juges – trois Cambodgiens et deux internationaux, dont le co-procureur canadien Robert Petit – ne s'entendent pas sur le nombre d'accusés appelés à comparaître. Alors que les juges cambodgiens souhaitent se limiter à « Douch » et à quatre autres individus, leurs homologues internationaux clament que des preuves suffisantes auraient été réunies pour en incriminer six de plus.

De l'avis de François Crépeau, spécialiste en droit international et directeur scientifique du Centre d'études et de relations internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM), *« il vaut mieux avoir cinq procès clos du vivant des condamnés, qu'une dizaine de procès bâclés qui resteront en suspens »*. Selon lui, il ne faut pas perdre de vue l'objectif primordial, soit le dédommagement des victimes. *« Nous ne sommes plus à l'époque de Pinochet et Milosevic, alors que le simple fait de poursuivre était une victoire en soi. Les procès, aujourd'hui, il faut les conclure »*, assène-t-il.

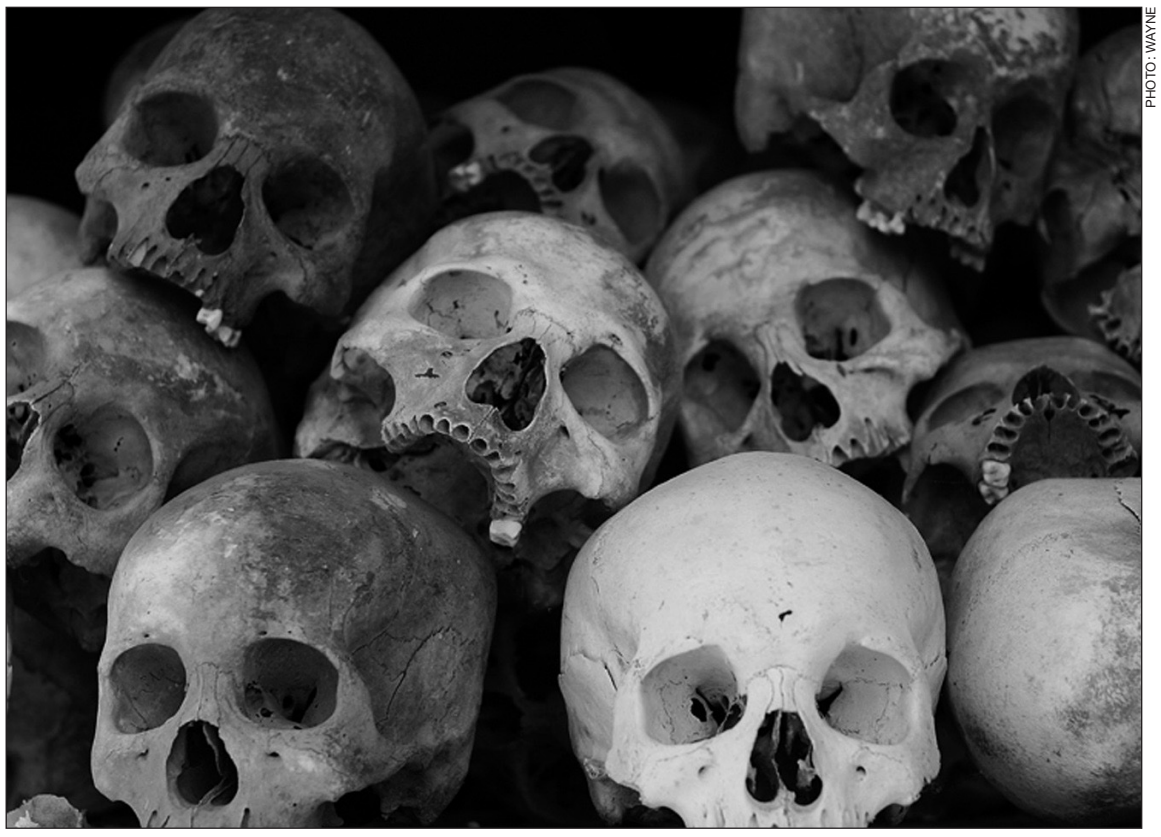


PHOTO : WAYNE

L'ancien centre de torture de Tuol Seng, situé dans la capitale du Cambodge, a été converti en musée où des milliers de crânes de personnes executées sous le régime des Khmers rouges sont exposés.

LES KHMERS ROUGES TOUJOURS INFLUENTS

De nombreuses organisations internationales, dont Human Rights Watch (HRW), soupçonnent que l'obstruction quasi-systématique de la part des juges cambodgiens ne soit liée au clan Hun Sen, le premier ministre du Cambodge au pouvoir depuis près de 23 ans. Ex-cadre khmer rouge rallié aux Vietnamiens, Hun Sen a tout intérêt à ce que le tribunal fasse le moins d'inculpés possible, soutient l'organisation. De l'avis de Dominique Caouette, professeur de science politique affilié au Centre d'études est asiatiques de l'Université de Montréal (CÉTASE), l'opposition quasi inexistante au gouvernement Hun Sen dissimule un consensus politique fragile où *« le jeu d'alliances construit autour du roi pourrait être réorganisé si celui-ci sentait le vent tourner »*. Selon lui, Hun Sen choisit la voie de l'amnésie volontaire pour éviter d'ouvrir une boîte de Pandore.

PHOTO : MILLS KELLY

Une des salles de torture du centre Tuol Seng, où plus de 16 000 Cambodgiens ont trouvé la mort.

Bruce Broomhall, professeur à l'UQAM et expert en droit pénal international, affirme pour sa part que l'influence des Khmers rouges est encore loin d'avoir été évacuée. *« D'une part, certains d'entre eux occupent toujours des postes importants au sein du gouvernement. D'autre part, Hun Sen a besoin de l'appui des ex-Khmers rouges qui contrôlent toujours les régions éloignées de la capitale, pour garantir le maintien de son pouvoir sur la population rurale »*, explique-t-il. M. Broomhall croit également que Hun Sen appréhende la création d'un précédent encombrant qui pourrait ouvrir la voie à d'autres procès et nuire à des alliés précieux. *« Le manque d'indépendance de la justice cambodgienne est un fait établi depuis longtemps et il est loin d'être évident que le processus aboutira, ou même qu'il doive aboutir »*, souligne-t-il.

François Crépeau du CÉRIUM est plus optimiste : *« Bien que les juges cambodgiens soient des figures timides et pusillanimes, placées là parce que leur obéissance ne faisait aucun doute, cela vaut la peine pour leurs collègues internationaux d'aller le plus loin possible. »* Selon M. Crépeau, *« laisser Hun Sen gagner serait un bien mauvais message à envoyer aux dictateurs de la planète »*.

DES RÉACTIONS MITIGÉES

Au sein de la population locale, les réactions face à un éventuel procès sont variées. Selon Bruce Broomhall, certains craignent que le tribunal international ne fasse replonger le pays dans l'instabilité. D'autres croient que c'est trop peu, trop tard : Pol Pot, le leader des Khmers rouges, est mort en 1998 sans jamais avoir fait face à la justice. Aussi, les espoirs de voir comparaître avant leur décès, en plus de « Douch », les quatre autres dirigeants aujourd'hui âgés entre 73 et 84 ans s'amenuisent de jour en jour.

Le professeur Bruce Broomhall s'est rendu au Cambodge à plusieurs reprises et il associe la réticence des Cambodgiens à se prononcer en faveur du tribunal international à la peur de représailles, dont les risques sont bien réels. Dans certaines régions, selon lui, *« il est aussi impossible pour les victimes d'appuyer le procès que pour l'ONU d'assurer la sécurité de celles qui le feraient sans envoyer de casques bleus sur le terrain »*.

Mais de l'avis de François Crépeau, l'expiation est certainement un processus nécessaire : *« Ces sociétés ont un choix à faire entre l'honnêteté et l'anesthésie. Les populations sont toujours plus prêtes à faire ce genre d'examen que leurs dirigeants, qui n'ont aucun capital politique à y gagner »*, explique-t-il.

Les préludes à la comparution de Kang Guek Eav ou « Douch » annoncent donc un examen de conscience douloureux et le risque que le tribunal rate son objectif de rendre justice aux victimes est bien réel. C'est à partir du 17 février que les Cambodgiens seront mieux à même de juger de la portée de ce procès.

_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 19

Crise économique mondiale

Venezuela et Bolivie : TENIR LA GAUCHE

Cinq chefs d'États latino-américains ont assisté au dernier Forum social mondial, tenu du 27 janvier au 1er février à Belem, au Brésil. Parmi eux, le président du Venezuela, Hugo Chavez, et celui de la Bolivie, Evo Morales, symboles d'une gauche plus « radicale », ont fait vibrer les foules. Mais alors qu'ils s'opposent farouchement au capitalisme, la crise financière risque paradoxalement de leur donner du fil à retordre.

Stéphanie ROUSSEAU

Symboles incontestés de la gauche en Amérique latine, Hugo Chavez et Evo Morales ont choisi d'unir leur voix à celles de trois autres présidents – Luiz Inacio Lula da Silva (Brésil), Rafael Correa (Équateur) et Fernando Lugo (Paraguay) – afin de relancer l'appel à la lutte anticapitaliste lors du dernier Forum social mondial. *« Il n'y a plus de temps à perdre. Le capitalisme est en train de tuer la planète »,* a déclaré Hugo Chavez, devant un rassemblement de plus de 10 000 altermondialistes. *« Si les peuples du monde ne sont pas capables d'enterrer le capitalisme, le capitalisme enterrera la planète »*, a pour sa part lancé le président bolivien Evo Morales. Bien que les deux hommes soient visiblement résolus à tenir tête au capitalisme, ils risquent toutefois de voir leur pouvoir de négociation face aux pays du Nord amenuisé par la crise économique.

« Avec la crise du pétrole, Hugo Chavez perd de son pouvoir de négociation et commence à s'affaiblir », soutient Graciela Ducatenzeiler, professeure de science politique à l'UdeM. En effet, le pétrole, qui s'échangeait à 130 dollars le baril en juillet 2008, a vu chuter son prix à 35 dollars par baril au début du mois de janvier 2009. Selon Mme Ducatenzeiler, cela représente un réel défi pour le Venezuela, qui tire plus de la moitié de son budget du commerce pétrolier (94 % des exportations vénézuéliennes). La dégringolade des prix de l'essence pourrait obliger le gouvernement à couper dans des mesures sociales, comme des épiceries subventionnées.

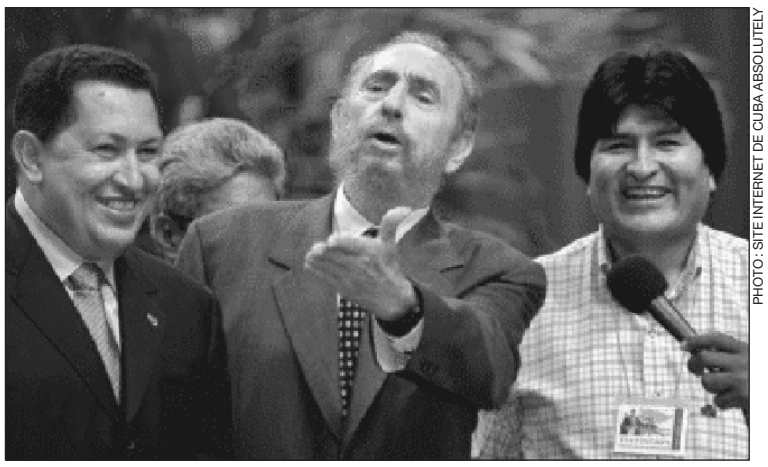


PHOTO : SITE INTERNET DE CUBA ABSOLUTELY

Hugo Chavez, Fidel Castro et Evo Morales lors de la signature de l'Alternative bolivarienne pour les peuples des Amériques.

PAS DE PÉTROLE : PAS DE PROJETS

Jusqu'à maintenant, les revenus tirés de la nationalisation du pétrole ont permis au Venezuela de profiter d'une grande indépendance internationale tout en finançant des programmes locaux de développement comme des universités publiques. Hugo Chavez a également utilisé cet argent en 2007 pour liquider la dette du pays, qui s'élevait alors à 3,3 milliards de dollars, et ce, cinq ans avant l'échéance fixée par la Banque mondiale.

Chavez a également profité des ressources pétrolifères pour développer l'Alternative bolivarienne pour les peuples des Amériques (ALBA), une zone de marché commun inaugurée en 2005, qui inclut la Bolivie, le Venezuela, le Nicaragua, Cuba et la Dominique. Selon Dorval Brunelle, professeur de sociologie à l'UQAM, cette initiative tient essentiellement à une volonté d'intégration économique alternative, et consiste pour le moment, *« en des programmes d'échange, comme par exemple, par l'envoi de médecins contre du pétrole »*.

Selon Pierre Beaudet, professeur de sociologie à l'Université d'Ottawa, les ententes bilatérales entre les pays d'Amérique latine, l'ALBA, ainsi que le MERCOSUD – union commerciale comprenant 11 pays latino-américains – prouvent qu'il y a un réel processus d'intégration en cours sur le continent. *« Ça, c'est un grand échec pour le projet de la ZLÉA, qui était promise par les États-Unis et le Canada »*, affirme M. Beaudet.

SUR LES TRACES DU GRAND FRÈRE

Tout comme le Venezuela, le gouvernement bolivien d'Evo Morales *« a la volonté de capter la rente des compagnies minières et autres entreprises d'exploitation des ressources énergétiques de son pays »*, explique Dorval Brunelle. Toutefois, précise le sociologue, le projet d'Evo Morales consiste avant tout à *« donner une place politique aux communautés autochtones »*.

Pierre Beaudet abonde dans le même sens : *« Le gouvernement vise d'abord à faire reconnaître l'identité autochtone et, ensuite, il y a un projet de redistribution des revenus pétroliers et gaziers qui peut ressembler en partie à celui du Venezuela. »* Seule grande différence : en Bolivie, le mouvement part d'une mobilisation paysanne et autochtone, contrairement à un mouvement plus urbain au Venezuela. Une nouvelle constitution, qui accorde une meilleure reconnaissance aux différents peuples autochtones du pays, a été adoptée par référendum à la fin janvier par plus de 60 % des Boliviens.

Malgré tout, le pays reste très polarisé entre l'Est, où se trouvent les hydrocarbures et l'Ouest. Pour Pierre Beaudet, *« si personne n'intervient en Bolivie, il y a possibilité de réconciliation, mais, si des pays comme les États-Unis interviennent comme ils l'ont fait ces derniers temps, alors cela pourrait mal tourner »*. La crise économique, qui risque d'amener l'État bolivien à être plus enclin aux investissements étrangers, pourrait donc également avoir des répercussions importantes au niveau de la dynamique interne du pays.

Si les présidents du Venezuela et de la Bolivie ont lancé à plusieurs reprises que la crise économique constituait la preuve que le capitalisme allait s'effondrer, ils devront aujourd'hui s'y rallier ou y trouver rapidement des solutions de remplacement. Car alors que le prix de leurs matières premières s'effondre au même rythme que leur pouvoir de négociation sur la scène mondiale, leurs chances de tenir tête aux pressions internationales s'amenuisent de semaine en semaine.

Revue de presse internationale

Camille GAÏOR

ALLEMAGNE : un magazine qui choque

Alors que le magazine d'histoire allemand *Zeitungszeugen*, s'apprêtait à sortir en kiosque son troisième numéro, le 29 janvier, le land de la Bavière en a interdit la publication. Lancé au début de l'année par la maison d'édition britannique Albertas, l'hebdomadaire reprenait des articles de journaux datant de l'époque nazie, parus entre 1933 et 1945, et les republiait accompagnés de commentaires d'historiens et d'experts.

En plus de dénoncer une atteinte au droit exclusif de reproduction de tout document nazi, réservé à l'État allemand, la Bavière a dit avoir agi ainsi afin de lutter contre l'antisémitisme et pour protéger les victimes de la Shoah. Dans la foulée des évènements, une plainte a été déposée contre l'éditeur du magazine, Peter McGee, et plusieurs milliers d'exemplaires du magazine ont été saisis à travers le pays.

L'éditeur, surpris d'une telle controverse, a déclaré au journal allemand *The Local*, le 27 janvier, que *« le magazine* [serait] *publié, mais sans les articles nazis »*, jusqu'à ce qu'un compromis soit trouvé avec l'État. Déjà, en 2008, la possible réimpression de *Mein Kampf* d'Adolf Hitler, avait suscité un long débat. L'ouvrage est interdit outre-Rhin depuis la Seconde Guerre mondiale, mais il tombera dans le domaine public en 2015, 70 ans après la mort d'Hitler.

Sources : *Le Monde* (France), *The Local* (Allemagne)

GUADELOUPE : une grève qui perdure

Le prix trop élevé de l'essence et des denrées de base sur l'île de la Guadeloupe provoque, depuis le 20 janvier, une importante grève générale. Le Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP), un collectif de 47 syndicats et associations, ainsi que des gérants de stations d'essence, se sont regroupés pour lutter contre le coût trop élevé de la vie sur l'île. Des négociations entre le LKP et le préfet Nicolas Desforges ont débuté le 29 janvier et se poursuivront au début du mois de février avec le ministre français de l'Outre Mer, Yves Jégo.

Pour l'heure, les prix des denrées en Guadeloupe sont en moyenne 80 % plus cher qu'en France métropolitaine. Si l'État justifie cet écart par les coûts de transport, la population, elle, accuse les importateurs de s'octroyer des marges de profit exorbitantes. Aujourd'hui, l'essence se négocie à plus de 2 euros (soit 3,20 dollars canadiens) le litre sur le marché noir guadeloupéen.

Sources : *Monde Diplomatique* (France), *DomActu* (France)

CAMEROUN : un leader politique français rapatrié

José Bové, leader français du mouvement paysan et ancien candidat à l'élection présidentielle de 2007, s'est vu refuser un visa à l'aéroport de Yaoundé, au Cameroun, le 22 janvier. Venu apporter son soutien à Bernard Njonga, le président de l'Association citoyenne de défense des intérêts collectifs (ACDIC), jugé pour avoir organisé une « manifestation illégale » contre la corruption qui sévit dans le domaine agricole, José Bové a été expulsé de force par les douanes camerounaises.

En l'espace de trois mois, José Bové s'est vu renvoyer du Canada lors de son passage à l'aéroport de Vancouver ; interdire l'entrée en Australie et et refuser la visite de l'ambassade des États-Unis à Paris pour plaider la cause des producteurs de Roquefort. La direction du Parti écologique français estime que ces atteintes à la liberté de déplacement et de réunion sont intolérables et appellent à la résistance.

Sources : *Cameroun Online* (Cameroun), *Libération* (France)

UNIVERSITÉ
LEADER
UNIVERSITÉ
DE LEADERS
Judith Côté, architecte paysagiste,
veut améliorer les milieux de vie
par une meilleure gestion de l'environnement.
CENTRE UNIVERSITAIRE DE FORMATION
EN ENVIRONNEMENT
Formation appliquée et interdisciplinaire en environnement
Nos étudiants proviennent de plus de 70 disciplines différentes !
Maîtrise en environnement
• de type cours (avec ou sans stage)
• de type recherche
• volet international (Costa Rica, Chili, France, Belgique)
• double diplôme en collaboration avec l'Université de technologie de Troyes
• double diplôme avec maîtrise en écologie internationale
Une approche gagnante
• Stage rémunéré
• Taux de placement exceptionnel
• Milieux de stage et de travail diversifiés
• Libre accès au transport en commun pour les étudiants
Centre universitaire de formation
en environnement
819 821-7933
ou sans frais 1 866 821-7933
www.USherbrooke.ca/environnement
UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE

Tu as de 18 à 30 ans?
L'environnement te passionne?
eco stage
Vis un stage
en environnement
Développe un portfolio
d'expériences et accrois
ton employabilité!
Départs en mai
et août 2009
(stages de 3 et 6 mois)
Inscris-toi maintenant !
www.ecostage.qc.ca
1-888-525-1305
514 868-0898

RECHERCHÉS
COLLABORATEURS ET COLLABORATRICES
Vous êtes intéressés à collaborer à votre journal étudiant ?
Quartier Libre tient des réunions de production au local B-1274-6.
Aucune expérience requise.

Université d'Ottawa
Ça part d'ici.
Soirée d'information sur les
études supérieures
» Montréal
25 février 2009 - 18 h 30 à 21 h
Hôtel Gouverneur, Place Dupuis
1415, rue Saint-Hubert (métro Berri-UQAM)
» "Venez nous rencontrer pour en savoir plus sur nos
programmes d'études et sur l'aide financière et les bourses."
uOttawa
L'Université canadienne
Canada's university
www.etudesup.uOttawa.ca

_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 21

Techniciens dans le milieu du spectacle

L'ENVERS DU DÉCOR

Les contrats pour les techniciens dans le milieu du spectacle sont moins nombreux en hiver. Mais dans une métropole culturelle comme Montréal, un technicien motivé et débrouillard peut tirer son épingle du jeu.

Julia HAURIO

Pendant l'été, Montréal et ses nombreux festivals (les Francofolies, le Festival international de jazz et le Festival Juste pour rire, pour ne nommer que les plus gros), donnent du travail à la pelle. *« Tous nos techniciens travaillent sans exception pendant la période estivale »*, déclare Julie Saint-Martin, collaboratrice aux Productions du Grand Bambou, une agence de placement dans le milieu du spectacle.

Pour travailler toute l'année, un technicien qui n'a pas de spécialité doit être prêt à faire du son, de la vidéo, de la lumière, et même rouler des câbles et décharger des camions

Guillaume Bloch
Directeur technique pour l'Igloofest et le festival Mutek

PHOTO : ALBERTO DIAZ

Un technicien du Festival de jazz de Montréal installe le matériel sur scène.

Le technicien est un touche-à-tout. Il s'occupe de mettre en place l'environnement nécessaire à la réalisation d'un évènement, qu'il s'agisse d'un concert, d'un festival, d'un spectacle de danse, de théâtre ou même d'un colloque. Ses tâches sont variées et il peut aussi bien décharger des camions qu'installer le matériel de sonorisation.

Même si les mois de décembre, janvier et février sont plus calmes, travailler l'hiver est une mission possible à Montréal. Il y a tout de même quelques festivals : Montréal en lumière, l'Igloofest ou encore des spectacles dans des salles et des salons. L'important, c'est d'avoir une bonne liste de contacts pour passer cette saison. Des compagnies spécialisées dans le placement de techniciens peuvent alors devenir une solution pour les débutants. *« Il y a des clients qui ont besoin d'un grand nombre de techniciens. Faire directement affaire avec une agence leur facilite la vie »*, explique Julie Saint-Martin.

UN HIVER PLUS RUDE POUR LES DÉBUTANTS

« Beaucoup de mes amis techniciens se nourrissent de Doritos pendant la basse saison », raconte Félix Gamache, technicien fraîchement diplômé. Plus sérieusement, le jeune homme explique qu'en début de carrière, les techniciens pigistes sont en bas des listes d'appel des employeurs. Il faut donc être persévérant, être prêt à faire beaucoup d'heures et être disposé à accepter toutes les opportunités qui se présentent.

« Certains se limitent à leurs préférences et ne veulent faire que des concerts ou certains festivals, c'est pour cela qu'ils ont des difficultés à trouver des contrats », pense Alberto Diaz, technicien depuis cinq ans. Selon cet étudiant en génie mécanique à l'Université Concordia. *« C'est un métier qui se fait forcément avec passion*, ajoute Guillaume Bloch, directeur technique pour l'Igloofest et le festival Mutek, *« pour travailler toute l'année, un technicien qui n'a pas de spécialité doit être prêt à faire du son, de la vidéo, de la lumière, et même rouler des câbles et décharger des camions »*.

Pour Guillaume Bloch, le début de l'hiver est la période la plus intensive. Dans le passé, il a travaillé pour des troupes de théâtre et de danse pour le Festival du nouveau cinéma, pour le Festival Montréal nouvelles musiques et pour le Festival Juste pour rire. Il a tellement de travail qu'il a dû faire appel à une assistante pour honorer tous ses contrats. *« Montréal est une bonne ville pour le spectacle. C'est, entre autres, pour ça que je suis venu ici »*, précise le Français, installé au Québec depuis six ans. Au fil des ans, il a su se forger un réseau de contacts solide et s'est spécialisé dans la conception de lumière.

Il avoue cependant qu'il n'est pas représentatif de la majorité des travailleurs du milieu. *« En février, beaucoup attendent le mois de mars avec impatience »*, souligne-t-il. Pour ceux qui n'ont pas de contrat, la solution reste de mettre de l'argent de côté l'été, lorsqu'il n'est pas rare de faire l'équivalent de trois semaines de travail en une seule.

Université d'Ottawa

Une maîtrise en affaires publiques et internationales

Ça part d'ici.

L'École supérieure d'affaires publiques et internationales est unique en son genre :

- Un programme innovateur offrant des cours dans les deux langues officielles : à vous de choisir!
- Un corps professoral de calibre international et des professionnels en résidence offrant un enseignement de qualité supérieure
- Un milieu idéal pour amorcer une carrière en affaires publiques et internationales
- De généreuses bourses d'admission couvrant les droits de scolarité

uOttawa
Faculté des sciences sociales
Faculty of Social Sciences

Renseignements sur les programmes et l'admission :
www.sciencessociales.uOttawa.ca/api | 613-562-5689

_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 22

TÉLÉPHONES INTELLIGENTS
CHOIX ÉVIDENT

BLACKBERRY[MD] CURVE[MC] 8320
LE PLUS POPULAIRE DES BLACKBERRY
99,99 $ AVEC ABONNEMENT DE TROIS ANS À CERTAINS FORFAITS[1]
549,99 $ SANS ABONNEMENT

BLACKBERRY[MD] CURVE[MC] 8900
LE PLUS MINCE DES BLACKBERRY CURVE
199,99 $ AVEC ABONNEMENT DE TROIS ANS À CERTAINS FORFAITS[1]
599,99 $ SANS ABONNEMENT

BLACKBERRY[MD] PEARL[MC] FLIP
LE PREMIER BLACKBERRY À RABAT
49,99 $ AVEC ABONNEMENT DE TROIS ANS À CERTAINS FORFAITS[1]
399,99 $ SANS ABONNEMENT

EXCLUSIFS À ROGERS

TEXTOS, COURRIELS ET MESSAGERIE INSTANTANÉE

ILLIMITÉS[2]
POUR UN TEMPS LIMITÉ

rogers.com/**illimite**

LE RÉSEAU LE PLUS FIABLE AU PAYS[3]

Le moins d'appels interrompus | La réception la plus claire et nette

ROGERS[MC]

LA SOURCE · ROGERS plus · la cabine · BEST BUY · FUTURE SHOP · WAL★MART · SANS-FIL etc...

Les offres peuvent être modifiées sans préavis. **1** Avec nouvel abonnement de trois ans à un forfait Voix et données assorti de frais de service mensuels d'au moins 45 $ pour le BlackBerry Curve et d'au moins 35 $ pour le BlackBerry Pearl Flip. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. **2** Valable pour tout appareil BlackBerry avec un abonnement à certains forfaits et au Service Internet BlackBerry (BIS). Comprend un accès illimité au courriel personnel (jusqu'à dix comptes de courriel) lorsque le client utilise son BlackBerry sur le réseau de Rogers Sans-fil. Consulter rogers.com/illimite pour obtenir plus de détails sur les forfaits. L'utilisation est assujettie aux modalités et à la politique d'utilisation acceptable de Rogers. Consulter rogers.com/modalites. **3** « Le réseau le plus fiable » fait référence aux résultats de tests menés par Rogers et une firme de recherches indépendante quant à la clarté des appels et aux appels interrompus dans la majorité des centres urbains au Canada, à l'intérieur de la zone de couverture du réseau de Rogers Sans-fil, et comparant le service de voix des principaux fournisseurs de service sans-fil. BlackBerry[MD], RIM[MD], Research In Motion[MD], SureType[MD] et les autres marques de commerce, noms et logos associés sont la propriété de Research In Motion Limited aux États-Unis et dans d'autres pays, et sont utilisés sous licence. [MC]Rogers et le ruban de Möbius sont des marques de commerce de Rogers Communications inc. utilisées sous licence. ©2009 Rogers Sans-fil

ROGERS[MC]

MONTRÉAL
Carrefour de La Pointe
514-642-6334
Place Bourassa 514-324-3180
Les Galeries d'Anjou
514-356-0356
Place Versailles 514-355-0003
5954, boul. Métropolitain E.
514-257-8826
Centre commercial Le Boulevard
514-722-6049
5110, rue Jean-Talon Est
514-723-4258
4455, rue Saint-Denis
514-845-8353
1, rue De Castelnau E., bur. 101
514-262-6666
3573, boul. St-Laurent
514-288-0600
1008, rue Clark, bur. 206B
514-954-0287
Centre Eaton 514-849-5646
Place Ville-Marie 514-394-0000
1015, rue Ste-Catherine O.
514-670-3761
2170, avenue Pierre-Dupuy
514-938-3800
997, rue St-Antoine O.
514-866-3326
Centre commercial Le Village
514-591-3838
2116, rue Guy 514-932-3113
2360, rue Notre-Dame O., bur. 102
514-983-1666
Centre Rockland 514-735-4086
1201, avenue Greene
514-933-8000
Place Alexis-Nihon
514-865-9949
5529, avenue Monkland
514-489-4334
Centre Montpellier
514-747-1777
9012, boul. de l'Acadie
514-387-9999
5150, rue Jean-Talon O.
514-341-2221
2100, boul. Marcel-Laurin
514-856-1884
Place Vertu 514-745-0745
7020, chemin de la
Côte-de-Liesse
514-344-8883
Complexe Desjardins
514-842-0288
Carrefour Angrignon
514-368-4230
3339L, boul. des Sources
514-683-3333
2814, boul. St-Charles
514-428-9000
14945, boul. de Pierrefonds
514-626-5111
950, boul. St-Jean, bur. 3
514-426-9999
Fairview Pointe-Claire
514-695-1554
RIVE-SUD
Mail Montenach, Belœil
450-467-4286
Promenades Montarville
Boucherville 450-449-4998
Mail Champlain, Brossard
450-671-3300
Place Portobello, Brossard
450-671-4744
Quartier DIX30, Brossard
450-676-0032
2255, chemin de Chambly
Carignan 514-594-1932
129, boul. St-Jean-Baptiste,
Châteauguay 450-692-2201
Centre Régional Châteauguay
450-692-5136
28D, boul. Marie-Victorin, Delson
450-444-2100
Place La Citière, La Prairie
450-984-1696
Place Désormeaux, Longueuil
514-513-3333
1490, chemin de Chambly, bur. 101
Longueuil 450-442-1566
Place Longueuil 450-321-0279
Promenades St-Bruno
450-653-7472
Méga-Centre St-Constant
450-635-9022
Complexe Cousineau, Saint-Hubert
450-926-5656
Carrefour Richelieu
Saint-Jean-sur-Richelieu 450-359-4941
Les Halles St-Jean 514-880-1888
RIVE-NORD
2142, boul. des Laurentides, Laval
450-629-6060
Centre Laval 450-978-1081
1888, boul. St-Martin O., Laval
450-682-2640
Carrefour Laval (boutique)
450-687-5386
Carrefour Laval (kiosque)
450-686-7566
Centre Lépine, Laval
450-680-1234
241C, boul. Samson, Laval
450-969-1771
494A, rue Notre-Dame, Repentigny
450-657-3666
Les Galeries Rive-Nord, Repentigny
450-581-7756
Place Rosemère 450-971-2000
135, boul. Curé-Labelle, Rosemère
450-419-7630
360E, boul. Arthur-Sauvé
Saint-Eustache 450-974-9299
1270, boul. Moody, bur. 10
Terrebonne 450-964-1964
Les Galeries de Terrebonne
450-964-8403
Carrefour du Nord, Saint-Jérôme
450-436-5895
60, rue Bélanger, Saint-Jérôme
450-431-2355
ÎLE-PERROT
Carrefour Don-Quichotte
514-425-5505
JOLIETTE
517, rue St-Charles-Borromée N.
450-755-5000
Galeries Joliette 450-760-3000
MONT-TREMBLANT
507, rue de Saint-Jovite
819-425-5335
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
Centre Valleyfield 450-373-0519
3225, boul. Mgr-Langlois
450-371-0931
SOREL
Promenades de Sorel
450-746-2079
VAUDREUIL-DORION
64, boul. Harwood, bur. 101
450-424-7082

_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 23

Exposition

Rick Trembles : UN OVNI DU PASSÉ

C'est une bouche ou peut-être un sexe de femme. Une langue, ou peut-être une pieuvre. Les créatures que Rick Trembles expose fascinent et inquiètent.

Bérengère GUY

Troublant. Rick Trembles déambule dans la galerie aux côtés de ses monstres venus d'un autre temps. L'homme aux cheveux poivre et sel porte des grandes lunettes à montures noires. L'homme au costume sombre observe et attend dans un coin, ne sachant que faire de ses mains. Ses créatures de plâtre et de silicone sans queue ni tête laissent perplexe. Connu pour ses dessins peu catholiques et ses « comics » décapants, l'artiste se fait pourtant discret. Les curieux, comme ses paroles, se font rares. Rick Trembles les laisse déchiffrer.

Souvent de forme sphérique, les créatures présentes laissent entrevoir des bouches, des tentacules, des insectes, des dents ou encore des sexes proéminents. C'est un amalgame de créatures fantastiques, macabres, phalliques, où se dessinent en filigrane les vieux films d'horreur.

Le passé : là est le fil conducteur de l'artiste, la clé pour comprendre ses formes informes. *« Toutes ces créatures sont une excuse pour revenir en arrière, au temps des films d'horreur des années 1930. J'aime ce genre de film. Ils m'ont toujours inspiré »*, explique Rick Trembles. Et ceux d'aujourd'hui ? *« Contrairement à ceux d'hier, les films d'horreur sont, de nos jours, trop explicites, ils ne font plus peur. De toute façon, j'en ai tellement vu dans ma vie que plus rien ne m'impressionne »*, dit-il, le sourire aux lèvres.

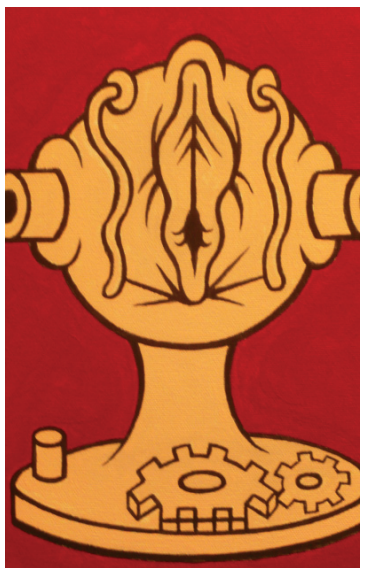


ILLUSTRATION : RICK TREMBLES

Son film d'horreur préféré : le *King Kong* de 1933, réalisé par Ernest B. Schoedsack. Après un petit tour dans les archives, les créatures de Rick Trembles prennent alors une autre dimension. Les effets spéciaux conçus avec les moyens du bord et le noir et blanc de l'époque le fascinent et teintent ses propres œuvres : *« Toute ma vie, j'ai collectionné des livres pour savoir comment faire ce genre de choses. »* Et même si ce type de méthode est devenu obsolète depuis les années 1980, l'artiste en reste friand.

PHOTO : BÉRENGÈRE GUY

Rick Trembles

C'est en décembre 2008 que l'idée surgit. À partir de simples dessins 2D, Rick décide de créer des formes 3D. Il crée les moules de plâtre. Toutes ces « poupées » sont en fait des prototypes pour un film d'animation à venir. *« Je vais les filmer pendant une minute en faisant bouger petit à petit leurs tentacules, leur langue et les faire marcher. Ensuite, je rajouterai des sons, des bruits organiques. Je n'ai aucune limite »*, explique-t-il. Ainsi, ces objets inanimés prendront vie. À quand la sortie ? *« Je n'en ai aucune idée, je réfléchis encore aux détails et à la manière de m'y prendre »*, indique-t-il.

LE « GRAND-PAPA » DE L'UNDERGROUND

Le vrai nom de Rick Trembles est Richard Tremblay. Lorsqu'il était enfant, ses parents, bilingues, l'ont inscrit à une école anglophone, d'où le sobriquet de Rick Trembles. Depuis 1979, l'artiste fait de la BD pour différents fanzines et journaux : *Fantagraphics'Pictoria*, *Screw*, le magazine d'info-porno new-yorkais, ou encore *Weirdo*, un magazine comique créé par Robert Crumb, figure de proue de la bande dessinée underground depuis les années 1960. Rick est particulièrement reconnu pour ses critiques de films illustrées, publiées dans l' hebdomadaire culturel *Mirror* et récemment compilées sous le titre *Motion Picture Purgatory*.

Malgré tout, Rick Trembles appartient à l'underground. Reconnu par ses pairs, son art reste pourtant inconnu du grand public. En témoigne la sobriété du lieu de l'exposition : une boutique-atelier tenue par un vieil ami, lui aussi bédéiste, où une quinzaine de personnes se sont déplacées pour l'évènement. Une manifestation dont Rick Trembles s'est lui-même occupé, des installations aux invitations, en passant par les crudités et les bières offertes. En toute simplicité.

L'exposition se tient jusqu'au 28 février à la galerie Monastiraki.

Installation interactive

ROBOT THÉRAPIE

Dans le cadre de sa maîtrise en communication, Christian L'Heureux a créé *Henri*, une marionnette interactive. *Quartier Libre* lui a rendu visite dans les locaux de l'UQAM.

Hubert RIOUX

En visitant Henri, on voit bien qu'il est mal en point. Il est presque toujours alité et quand il ne dort pas, il tremblote. Il est parfois agité de fortes convulsions. La conversation est difficile. Il parle peu, il faut souvent répéter. Son assistant pose toujours les mêmes questions : *« Quel est votre plus vieux souvenir ? Quelle est votre première expérience de travail ? »*

C'est une relation intime entre le participant, moi et Henri la machine

Christian L'Heureux
créateur d'Henri

La visite est singulière. Le spectateur pénètre dans la salle et s'assoit en face de Christian L'Heureux. Muni d'un ordinateur portable, celui-ci se présente comme l'assistant d'Henri et s'entretient avec l'invité. Quant à Henri, il est caché derrière des rideaux. Après quelques minutes d'entrevue, Henri se réveille et convie le visiteur à venir le rejoindre. S'ensuit ensuite une conversation impossible avec le robot-pantin qui répète sans cesse des bribes du dialogue enregistré plus tôt par son assistant. Les paroles des précédents convives s'échappent également de sa bouche animée par de petites ampoules rouges.

PHOTO : HUBERT RIOUX

Christian L'Heureux veille sur Henri.

« Les motivations derrière Henri découlent de ce que j'ai vécu pendant ma maîtrise. Trois de mes grands-parents sont morts et je les ai beaucoup visités à l'hôpital », raconte l'universitaire. À l'image des conversations qu'il avait avec eux, la communication avec Henri est brisée. De plus, le robot fait des crises. *« Les réactions sont diverses,* relate-t-il, *certaines personnes parlent avec Henri, mais la plupart se taisent et s'assoient près de lui dès qu'il a des spasmes. »*

« Pour moi, Henri, c'est bien des choses. Je ne peux pas donner une réponse précise. C'est une relation intime entre le participant, moi et Henri la machine », raconte le créateur.

En 2007, lors de l'évènement RoboCoop du Festival Montréal en lumière, Henri a reçu son premier bain de foule à l'Usine C. La marionnette a connu plusieurs changements depuis les premiers tests en 2005. Au début, sa bouche n'était pas illuminée. Ce simple détail faisait en sorte que peu de gens adressaient la parole à Henri.

Ce n'est pas la première installation interactive de Christian L'Heureux. Il a déjà mis sur pied *Les perroquets*, un magnétophone répétant et transformant les paroles lancées par les participants. À l'invitation de l'artiste sonore Chantal Dumas, il a aussi participé à *La forêt* en 2003, une expérimentation alliant projections vidéo et confessions du public.

Selon Christian L'Heureux, les questions sur la mémoire, c'est ce qui rend l'expérience encore plus intéressante. *« L'univers des souvenirs est riche, il y a souvent une forte charge émotionnelle qui s'en dégage, c'est mélancolique. »* Il aimerait faire vivre l'expérience d'Henri un peu partout au Québec, mais pour l'instant, le robot se repose au cœur de l'UQAM.

_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 24

Mode à 25 dollars

LA FOUILLE

Les archéologues de la fringue trient et restaurent l'éclat des vêtements usagés. En cette période de sinistrose hivernale et de disette, *Quartier Libre* a préparé une sélection de reliques chics pour les plus fauchés, mais aussi pour les plus inspirés.

Margaux TABARY
en collaboration avec Lee Anne O'CONNOR

La quête de l'ultime artefact qui fera la différence pour trois sous est une discipline rigoureuse. Les grandes trouvailles sont rares et les pièges, nombreux. Il ne faut pas se laisser emporter par l'euphorie provoquée par la découverte d'une robe de cocktail en mousseline scandaleusement rose, aussi bon marché soit-elle, quand on ne porte habituellement que du noir.

Les mots d'ordre sont : aller à l'essentiel, s'écarter des mauvaises pistes et s'armer de patience. Pas de découragement, car les vestiges du passé et les trésors cachés des années 1990 sont à portée de main, tapis sous les couches de guenilles.

La fouille est aussi un moyen bon marché d'échapper au formatage consumériste. Les faux articles « vintage », proposés par les grandes chaînes de prêt-à-porter, ne sont que de pâles copies. À quoi bon faire travailler des enfants au Bangladesh, lorsque l'on peut dévaliser les coffres de sa grand-mère ?

PHOTO : CÉDRIC PIETTE

Pour cette mission subtile, Lee Anne O'Connor, aventurière de la mode, est partie en quête de tenues à 25 dollars chacune, dans des friperies de Montréal.

LA GARBO FRIVOLE

Rien de tel qu'une base noire, agrémentée d'accessoires extravagants. La jupe en cuir (11,99 $), portée taille haute, est assortie à un haut ajusté (2,99 $). Tous les ingrédients sont réunis pour mettre en valeur la pièce de résistance : une étole de fourrure recyclée (7,99 $) rehaussée d'un bracelet fauve assorti (1,99 $).

LE LOOK 250 CENT

Côté masculin, le genre dandy mononc'a de beaux jours devant lui. L'ensemble doit cependant être savamment structuré pour que le mononc' n'éclipse pas le dandy. Mathieu Chaurette, étudiant à la maîtrise en histoire à l'UQAM, en fait ci-contre l'illustration avec un pantalon droit à plis (5,99 $) maintenu par une ceinture tissée en cuir (1,99 $). La chemise blanche (4,99 $) est accompagnée d'une cravate étroite (1 $). Le tricot aux motifs montagnards (4,99 $) casse la rigueur pour assumer un style canadien pur lainage, version week-end au chalet.

À quoi bon faire travailler des enfants au Bangladesh, lorsque l'on peut dévaliser les coffres de sa grand-mère ?

Enfin, quelques astuces de base pour dénicher ces pièces rares : faire le tour des friperies tôt le matin, en semaine. Il vaut mieux s'aventurer hors de l'île de Montréal. En banlieue, les articles de friperies sont de bonne qualité et en bonne condition. Les bazars d'églises des quartiers aisés recèlent aussi des tissus de bonne qualité.

Les pièces présentées ont été découvertes à la Fripe-Prix Renaissance, 7250, boul. Saint-Laurent, à la Fripe-Prix Renaissance, 6960, rue Saint-Hubert et à l'armée du Salut, au 7066, rue Saint-Hubert.

POUR MA MAÎTRISE,
JE CHOISIS L'ENAP!

L'Université de l'administration publique

- École à dimension humaine
- Stage en organisation, ici ou à l'étranger
- Contact privilégié avec le milieu de l'administration publique

MAÎTRISE EN ADMINISTRATION PUBLIQUE
- Analyse et développement des organisations
- Administration internationale
- Analyse de gestion urbaine
- Évaluation de programmes
- Gestion des ressources humaines

SÉANCE D'INFORMATION à Montréal
Mercredi 11 février 2009 à 18 h
4750, avenue Henri-Julien, salle 4045
Information : 514 849-3449

École nationale d'administration publique
www.admission.enap.ca
Admission jusqu'au 1er mars 2009
pour la session d'automne 2009

_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 25

Mets ça dans ton baladeur

DANS L'INTIMITÉ DU GARAGE

PHOTO : COURTOISIE VENTE DE GARAGE

DJ Pâté et Sweet Mélodie font des emplettes dans un bazar.

Constance TABARY

Avant l'arrivée en ligne du podcast Vente de garage, les francophones amateurs d'histoire du punk garage étaient orphelins. Félix Desfossé et sa compagne, Sweet Mélodie, les gâtent aussi souvent que possible avec leurs émissions faites maison. Depuis leur chambre à coucher, un verre de rouge à la main, ils numérisent des disques vinyles et diffusent leur passion pour la musique.

Leur équipement est rudimentaire. La console provient des poubelles et a été réparée par un de leurs amis. Les vinyles, ils les trouvent souvent dans des ventes de garage. Mais derrière ce coté broche à foin se cache un animateur et technicien de radio expérimenté. Félix Desfossé a commencé la radio à treize ans à Rouyn-Noranda. Il a ensuite animé des émissions sur l'histoire du rock'n'roll pour les stations montréalaises CHOQ FM et CIBL.

Depuis 2003, il travaille à Bande à part et s'abonnait à des émissions audio sur Internet. Mais l'animation à la radio lui manquait trop. Il décida donc, avec son amoureuse, de proposer un podcast au site garagepunk.com, qui héberge de la baladodiffusion sur l'histoire du rock en anglais. La plateforme les envoie balader. Ils ne veulent pas d'émission en français. À cela, Félix Desfossé répond « Fuck that*! On continue* ».

L'émission a finalement trouvé son public justement grâce à ce créneau original : la musique punk garage, avec un penchant pour les morceaux des années 1960, le tout en français. *« Dans notre cas, le support podcast est vraiment approprié,* explique l'animateur. *Si l'on se limitait à être diffusé par ondes radio sur un territoire restreint, on aurait beaucoup moins d'auditeurs. »*

Les avantages de ce mode de diffusion ne s'arrêtent pas là : *« Il n'y a personne qui nous dit : c'est trop long, trop court… Puis si on a une semaine trop chargée, il n'y a pas d'horaires à respecter. »* Une radio a pourtant décidé de programmer leur émission. Ils annoncent que la nouvelle radio étudiante d'Abitibi-Témiscamingue, UQAT, les diffusera de façon irrégulière et complétera les trous de la programmation avec un contenu musical choisi par le duo.

LES INTERNAUTES ONT DES VISAGES

C'est que Vente de garage en a séduit plus d'un. Quelque 200 personnes écoutent chaque émission, le blogue comptabilise des milliers de clics et la plateforme a vu naître des dialogues. Des amitiés se sont créées à partir de ces échanges. *« Au début, on avait l'impression de faire ça dans le vide. Mais plus ça va, plus on fait de vraies rencontres, on voit des visages. Ça nous dépasse »*, raconte l'animateur. Pour lui, le développement du côté humain vient du fait que l'émission est très ciblée : *« Les auditeurs ont l'impression qu'on s'adresse directement à eux. »*

Au début, on avait l'impression de faire ça dans le vide. Mais plus ça va, plus on fait de vraies rencontres, on voit des visages. Ça nous dépasse

Félix Desfossé

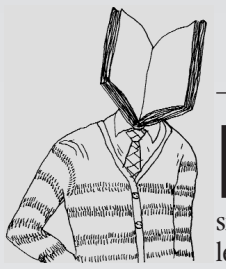
Entre collectionneurs de disques, ils se réunissent pour des soirées d'écoute et des spectateurs les reconnaissent aux concerts. Il faut dire que dans le milieu punk garage de Montréal, Félix Desfossé doit être connu comme Barabas. Sous son alias DJ Pâté, il a fait danser le club la Rockette, sur la rue Saint-Denis. Il fait aussi partie du groupe les Prostiputes, pilier du label Mégafiable (dont fait partie le Monde dans le feu, par exemple).

Les Sid et Nancy du punk montréalais ne se sont pas contentés de rencontres fortuites. L'été dernier, ils ont organisé la vente de garage officielle du podcast. Sweet Mélodie s'en rappelle avec plaisir : *« Ca a été un franc succès ! Beaucoup d'auditeurs sont venus et ont jasé devant la maison. Ça a créé des liens. »*

ventedegaragepodcast. blogspot. com

Ça commence par la fin :

chronique littéraire en vrai papier



LIRE À L'OMBRE DE LA CRISE

Samuel MERCIER

La crise économique n'est pas encore tout à fait entrée dans les salons et aucun expert ne saurait prévoir la suite des choses. Toutefois, on assiste déjà à certains de ses impacts en ce qui concerne les livres.

La petite maison d'édition allemande Karl Dietz Verlag, qui publie *Das Kapital*, aurait vu les ventes de l'œuvre de Karl Marx *« exploser »* depuis le début de la débâcle. Les chiffres restent quand même modestes avec une moyenne de 500 exemplaires par année (à 100 euros la pièce, camarades, il ne faut pas s'étonner). Il semblerait cependant que les goûts du lecteur changent en temps de crise. C'est par ailleurs aux États-Unis, durant les années 1930, alors que le taux de chômage est à son apogée, que le roman noir a connu son âge d'or. Quand tout déboule, le marché du livre semble obéir à sa propre logique.

LIRE AUTRE CHOSE

Les lecteurs vont-ils pour autant se mettre à laisser tomber le dernier opus de Rafaële Germain pour relire les romans noirs de Dashiell Hammett ? Probablement pas. N'empêche que certains éditeurs américains, qui flairent l'air du temps, se lancent dans ce qu'on pourrait appeler la cuisine du *krach*. Dans *Eat Cheap But Eat Well : The Poor Chef Cookbook*, par exemple, le chef Mattock (qui est aussi, incidemment, le neveu de Bob Marley) propose une délicieuse sélection de recettes à moins de 3,50 $, dont son fameux *« Jambon Yammy et pudding au maïs »* et son *« Sandwich au poulet toasté à la française »*. Avant d'en arriver là, espérons que les bourses se relèvent.

UNE CRISE AU DOS LARGE

Reste que la crise est souvent une bonne excuse pour une administration calamiteuse. Les éditions le Seuil, par exemple, ont annoncé une restructuration et ont réduit leurs publications. Toutefois, selon le *Figaro*, la maison d'édition aurait accordé, plus tôt cette année, une avance sur les ventes de plus de 200 000 euros à Christine Angot pour son dernier roman le *Marché des Amants,* qui s'est avéré être un flop monstrueux. Dans ce cas, il semblerait que la gestion désastreuse de la maison par le groupe La Martinière soit davantage à mettre en cause que les aléas du marché.

DÉBANDADE CHEZ LES ÉDITEURS AMÉRICAINS

De leur côté, plusieurs grands éditeurs américains comme Random House, Harper & Collins et Simon & Schuster ont procédé à d'importantes restructurations ainsi qu'à des mises à pied.

D'après l'Association of American Publishers (AAP), les ventes de livres seraient en baisse aux États-Unis, mais les derniers chiffres datent du mois de novembre. Selon le *New York Times* qui se base sur les chiffres plus récents de Nielsen BookScan – qui analyse près de 75 % des ventes américaines de livres – le marché serait en hausse de 3 % depuis l'année dernière.

Il semblerait cependant que les grands éditeurs aient une certaine tendance à récupérer les déboires du marché pour justifier les sacrifices budgétaires et des choix commerciaux plus prudents. C'est que les consortiums auxquels ils appartiennent sont, la plupart du temps, durement frappés par la crise. Ceux-ci profiteront sans doute d'une rentabilisation de leur volet « livres ». Le remerciement des directeurs littéraires et la réduction du nombre de publications se font aux dépens de la diversité et de la qualité.

PAS DE PANIQUE AU QUÉBEC

Au Québec, le montant des ventes serait en baisse de 4,4 % par rapport à l'année dernière, selon les chiffres de l'Observatoire de la culture et des communications (novembre 2008). Rien de très alarmant.

En fait, l'édition québécoise semble toujours être en crise peu importe les aléas de l'économie. Les auteurs qui vivent de leur plume, à l'exception de ceux qui demeurent chez leur mère et cuisinent « à la Mattock », se comptent sur les doigts d'une main. Les éditeurs, quant à eux, réussissent à survivre difficilement, la plupart du temps grâce à des subventions. Tout porte à croire que nous pourrons continuer à lire tranquillement à l'ombre de la crise.

_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 26

Sudoku

				8	2		9	
8						3	5	
					7			
		5			3		8	1
1			5		6			9
3	4		1			6		
			7					
	5	1						3
	7		4	3				

Solutions sur quartierlibre. ca

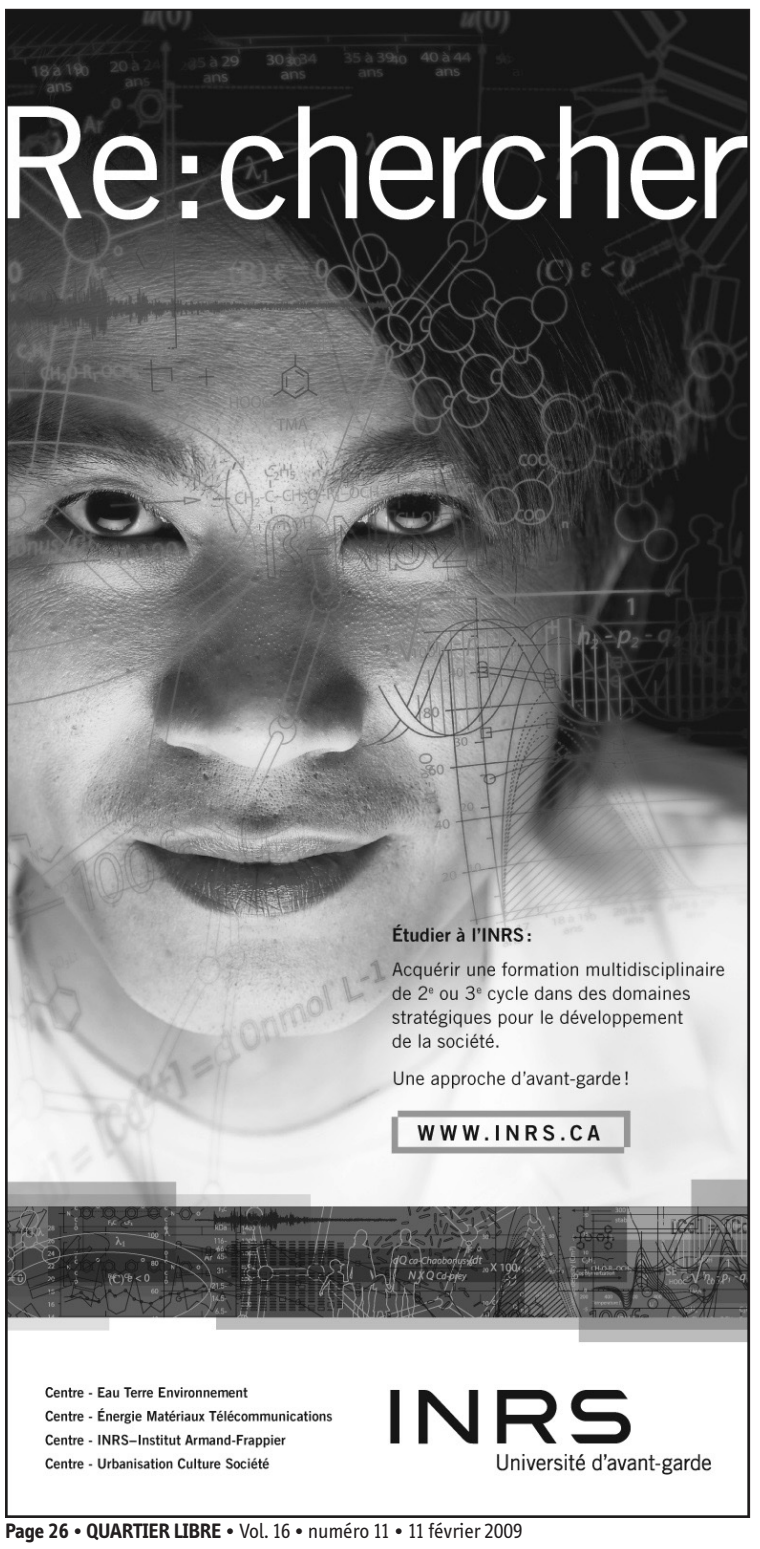
ÉCOLE DES MAÎTRES

Cours de formation
Barman (aid) et serveur
Rabais étudiant
Référence emplois
514-849-2828
Inscription en ligne
www.bartend.ca

Réagissez aux articles !

Laissez libre cours à votre plume et envoyez un court texte de 3 000 caractères ou moins et nous nous ferons un plaisir de vous publier.

Écrivez à : info @quartierlibre. ca



Musique

MALAJUBE

Labyrinthes

Dare-to-Care Records

Après avoir propulsé la scène locale à son paroxysme avec *Trompe-l'œil*, Malajube nous revient, fin prêt à affronter les attentes démesurées de tout un chacun. Le résultat de cette mission quasi-impossible se nomme *Labyrinthes*, une œuvre complexe composée de maints dédales, dans lesquels on se perd tout en retrouvant certains des éléments qui ont fait craquer les foules il y a trois ans.

Dès l'ouverture, avec le morceau Ursuline, on sent que quelque chose a changé. Il y a encore ce climat incertain aux relents progressifs, tout comme cette avalanche de voix plaintives, souvent incompréhensibles. Mais il y a cette montée dramatique au piano qui introduit la pièce et annonce le début d'un temps nouveau pour Malajube. Le désir alarmant de révolutionner le rock a laissé place à une stabilité musicale plus élaborée, où s'entrechoquent ambiances cauchemardesques et mélodies poignantes.

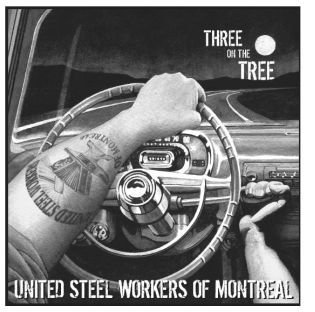
Ce nouvel album n'est pas plus rock, ni plus pop. Il est seulement singulier. Le changement décevra quelques admirateurs de longue date, mais à quoi bon refaire un Trompe-l'œil quand on est capable de beaucoup mieux ?

(Olivier Boisvert-Magnen)

UNITED STEEL WORKERS OF MONTREAL

Three on the Tree

Weewerk



La « *wild bunch* » du punk-country montréalais, United Steel Workers of Montreal, frappe un grand coup avec son nouvel album, *Three on the Tree*. L'opus tourne étrangement autour de la thématique du nombre trois. Bien qu'il s'agisse du troisième album du sextuor, le titre de ce même disque joue sur les homophones « *tree* » et « *three* » et la première chanson s'intitule « Three hard knocks ». Subtil.

Au-delà des particularités de sa forme, *Three on the Tree* surprend par son énergie et son intensité, mais aussi par son respect du style country dans sa plus pure expression. Du bon vieux bluegrass, sauce alternative, en fait. Mené par la voix éraillée de Gern f., mais aussi tempéré par la présence féminine de Felicity Hamer (saisissante sur « For love and your mother's sake »), United Steel Workers of Montreal livre un album plus poussé et plus travaillé.

Ceux qui aiment la touche « branchée sur le 220 » de United Steel Workers of Montreal pourront rester éveillés grâce à la douzaine de pièces de *Three on the Tree*.

(Marc-André Labonté)

AGENDA de Quartier Libre

Évènements à ne pas manquer

CAMPUS

SKI SOUS LES ÉTOILES

Le programme Ma santé au sommet organise une randonnée de nuit dans le parc du Mont-Royal. Un guide entraînera les fondeurs – intermédiaires – dans les sentiers du mont. Des étudiants de la Clinique de kinésiologie accompagneront le peloton et conseilleront des exercices variés. Il en coûte 12,50 $. Collation santé comprise.

Quand ? Mercredi 18 février, de 17 h 00 à 19 h 30
Où ? Au parc du Mont-Royal (lac aux Castors)

SOCIÉTÉ-MONDE

UNE SAINT-VALENTIN SUR FLANC DE MONTAGNE

Pour la deuxième année consécutive, la station de ski Mont Saint-Sauveur organise une soirée de *speed dating* dans ses remonte-pentes. Pour l'occasion, un « lounge » bordé d'un feu de camp sera aménagé au bas des pistes et du vin chaud sera servi, le tout accompagné d'une musique d'ambiance appropriée. Le coût est de 39 $ et inclut le billet de remontée pour la soirée, une consommation d'après ski et des prix de présence. Un rabais de 50 % est offert aux femmes.

Quand ? 13 février en soirée
Où ? Station de ski MSSI, 350, avenue Saint-Denis, Saint-Sauveur

CULTURE

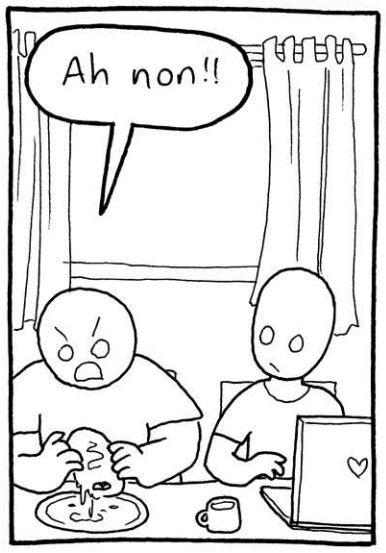
FESTIVAL TEMPS D'IMAGES MONTRÉAL

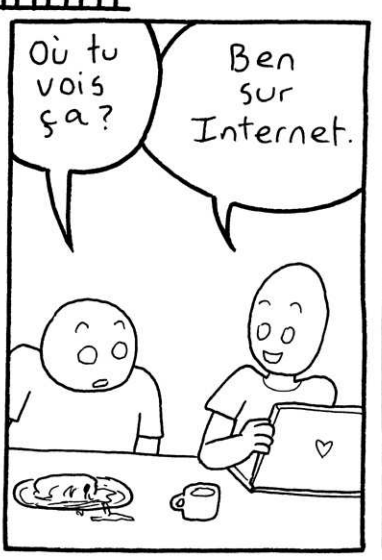
L'édition montréalaise de cet évènement international présente des artistes au croisement des arts de la scène et des arts de l'image. Ils questionnent l'évolution féconde des rapports entre la scène et l'image filmée. Projections, spectacles, installations et performances se succèdent toutes la semaine.

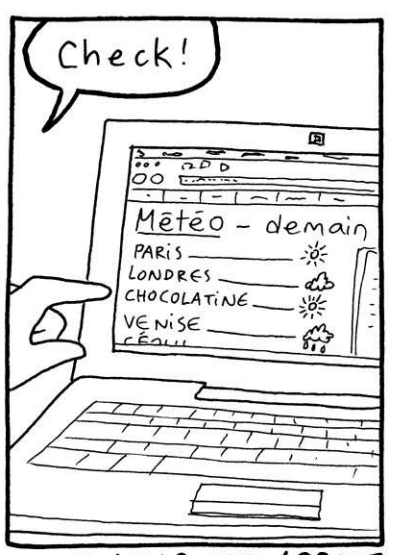
Quand ? Du 19 au 28 février
Où ? Usine C, 1345, rue Lalonde

_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 27

LE CHOSE-O-TRON VIII



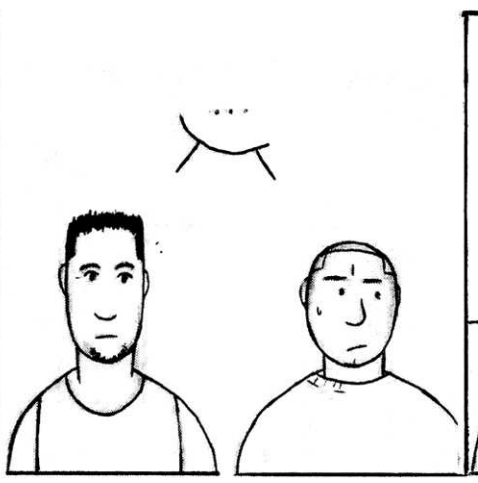




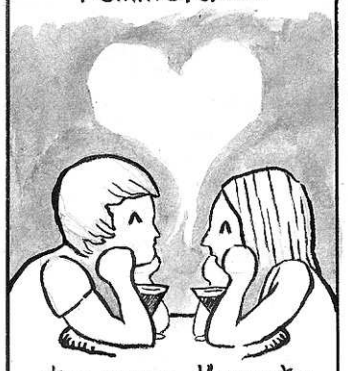
WWW.ZVIANE.COM/PROUT

So Lucky Are Boys

Histoire de poils



Ô toi l'amoureux, la Saint-Valentin t'emmerde...



...ton coeur d'amant a faim pour plus d'authenticité

Cette année surprends ta copine et fête :

LES LUPERCALES

la vieille célébration païenne à l'origine de la Saint-Valentin

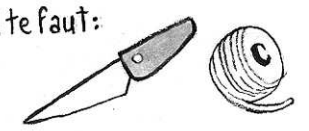
...

Tout d'abord, munis toi d'un ingénieux costume de loup puis sacrifie un bouc dans la pénombre d'une grotte rituelle...

Un chien dans la salle de bain peut aussi faire l'affaire...

Ensuite, découpe dans le cadavre encore chaud des lanières de peau...

il te faut:



... et fabrique un joli petit fouet

comme ceci :

Puis, pourchasse ta copine dans tout l'appart', touche-la et elle sera fertile cette année (faites accessoirement l'amour)

... et voilà, bonnes Lupercales à tous

rwa

COURTES HISTOIRES DE ~~SCIENCE-FICTION~~ MÉDIÉVAL FANTASTIQUE

gérard

_QLvol16no11.qxd 2/10/09 8:35 PM Page 28

Dans le cadre du Projet Partageons nos cultures à l'UdeM

Excursion en raquettes au parc d'Oka!

Venez faire l'ascension du mont Calvaire tout en découvrant l'histoire des Laurentides.

Dimanche le 1er mars 2009

Départ de l'Université à 13h30

Retour vers 18h30

Sortie réservée aux étudiants immigrants (résidents permanents) et aux étudiants internationaux. Les enfants de dix ans et plus sont les bienvenus.

Activité gratuite

FAÉCUM
www.faecum.qc.ca

Immigration et Communautés culturelles Québec

Réservation obligatoire

Places limitées, contactez : Guillaume Lavoie, animateur@faecum.qc.ca